

MESSAGE DE LA DIRECTION

Montréal, le 12 mai 2016 – Au terme du premier trimestre terminé le 31 mars 2016, la Caisse centrale Desjardins (Caisse centrale) enregistrait un résultat net de 70,5 M\$, soit une diminution de 17,6 M\$, ou de 20,0 %, comparativement à celui du trimestre correspondant de 2015. Cette baisse s'explique principalement par l'effet des importantes fluctuations des écarts entre les courbes de taux d'intérêt européenne et canadienne sur la portion non admissible à la comptabilité de couverture des instruments dérivés utilisés pour couvrir les dépôts en devises étrangères.

Le revenu total s'élevait quant à lui à 120,4 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2016. Ce résultat reflète la contribution du secteur Trésorerie Mouvement et du secteur Entreprises, qui se sont chiffrées à 60,6 M\$ et 56,4 M\$, respectivement.

« Nous sommes satisfaits de ces résultats, obtenus dans un contexte économique volatil, a déclaré le nouveau président et chef de la direction, Guy Cormier. Je me dois aussi de souligner la progression des affaires du secteur Entreprises ainsi que la bonne capitalisation de la Caisse centrale. Cette dernière dispose de tous les outils pour poursuivre sa progression tout en continuant de rayonner sur les marchés. »

Les ratios de fonds propres de la catégorie 1A et du total des fonds propres de la Caisse centrale étaient respectivement de 14,5 % et de 15,0 % au 31 mars 2016, alors qu'ils étaient respectivement de 15,0 % et de 15,5 % au 31 décembre 2015.

Guy Cormier
Président du conseil d'administration
et chef de la direction de la Caisse centrale Desjardins

Daniel Dupuis, CPA, CA
Premier vice-président et chef des finances
de la Caisse centrale Desjardins

TABLE DES MATIÈRES

1 Message de la direction	6 Revue des résultats financiers	20 Renseignements complémentaires
2 Rapport de gestion	6 Analyse des résultats	20 Contrôles et procédures
2 Mise en garde sur les énoncés prospectifs	8 Sommaire des résultats intermédiaires	20 Information relative aux parties liées
3 La Caisse centrale en bref	8 Revue du bilan	20 Méthodes comptables critiques et estimations
3 Événement important	8 Gestion du bilan	21 Modifications comptables futures
3 Mode de présentation de l'information financière	9 Gestion du capital	22 États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités
3 Évolution du contexte réglementaire	12 Arrangements hors bilan	
5 Environnement économique et perspectives	13 Gestion des risques	
	13 Gestion des risques	
	20 Information additionnelle liée à l'exposition à certains risques	

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion, daté du 12 mai 2016, présente l'analyse des résultats et des principaux changements survenus dans le bilan de la Caisse centrale pour la période terminée le 31 mars 2016, par comparaison avec les périodes antérieures. La Caisse centrale publie l'information financière en respectant le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* prescrit par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). De l'information sur les contrôles et les procédures de la Caisse centrale est présentée à la section « Renseignements complémentaires » de ce rapport de gestion.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (états financiers consolidés intermédiaires), y compris les notes complémentaires, au 31 mars 2016 et le rapport annuel 2015 de la Caisse centrale (rapport annuel 2015), qui comprend le rapport de gestion et les états financiers consolidés annuels audités (états financiers consolidés annuels).

Des renseignements supplémentaires sur la Caisse centrale sont disponibles sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR), à l'adresse www.sedar.com, où l'on trouve également la notice annuelle de la Caisse centrale. D'autres renseignements peuvent être obtenus sur le site Web du Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins ou Mouvement), à l'adresse www.desjardins.com/fr/la_propos/investisseurs. Aucune information présentée sur ces sites n'est intégrée par renvoi à ce rapport de gestion.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les communications publiques de la Caisse centrale comprennent souvent des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux. Ce rapport de gestion comporte des énoncés prospectifs qui peuvent être intégrés à d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation du Canada ou à toute autre communication. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des observations concernant les objectifs de la Caisse centrale en matière de rendement financier, ses priorités, ses activités, l'examen de la conjoncture économique et des marchés ainsi que les perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale. Ces énoncés incluent, entre autres, ceux qui figurent dans les sections « Environnement économique et perspectives », « Revue des résultats financiers », « Revue du bilan » et « Renseignements complémentaires » de ce rapport de gestion. Ils se reconnaissent habituellement par l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir », de verbes conjugués au futur et au conditionnel ainsi que de mots et d'expressions comparables.

Par leur nature même, les énoncés prospectifs comportent des hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents de nature générale ou spécifique. Il est donc possible qu'en raison de plusieurs facteurs, ces prédictions, projections ou autres énoncés prospectifs ainsi que les objectifs et les priorités de la Caisse centrale ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts, et que les résultats réels en diffèrent sensiblement. La Caisse centrale recommande aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, des attentes, des estimations ou des intentions qui y sont avancées explicitement ou implicitement.

Divers facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Caisse centrale et dont cette dernière peut difficilement prédire les répercussions, peuvent influencer sur la justesse des énoncés prospectifs mentionnés dans ce rapport de gestion. Ces facteurs incluent ceux qui sont décrits dans la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport annuel 2015 et comprennent notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité, opérationnel, stratégique et de réputation. Mentionnons également, au titre de ces facteurs, le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique, y compris les changements d'ordre législatif ou réglementaire au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde, comme les changements apportés aux politiques monétaires et fiscales, aux directives concernant la présentation de l'information et aux directives réglementaires en matière de liquidités, ou les interprétations qui en sont faites. Notons aussi les modifications apportées aux lignes directrices relatives aux fonds propres, et les nouvelles interprétations de ces dernières ainsi que le risque environnemental, qui correspond au risque que la Caisse centrale subisse des pertes financières, opérationnelles ou de réputation résultant d'impacts ou de problèmes d'ordre environnemental, que ceux-ci proviennent des activités relatives au crédit, à l'investissement ou aux opérations de cette dernière. Considérons, enfin, le risque lié aux régimes de retraite qui correspond au risque de pertes résultant des engagements pris par la Caisse centrale au profit de ses employés en matière de régimes de retraite et découlant principalement des risques de taux, de prix, de change et de longévité.

Citons également, à titre de facteurs pouvant influencer sur la justesse des énoncés prospectifs mentionnés dans ce rapport de gestion, des facteurs liés aux conditions économiques et commerciales dans les régions où la Caisse centrale exerce ses activités, à l'évolution de la conjoncture économique et financière au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde, notamment les taux d'intérêt à court et à long termes, l'inflation, les fluctuations des marchés des titres de créances, les taux de change, la volatilité des marchés financiers et le resserrement des liquidités sur certains marchés, la vigueur de l'économie et le volume des affaires réalisées par la Caisse centrale dans une région donnée. Signalons aussi les facteurs liés aux politiques monétaires, à la concurrence, aux modifications des normes, des lois et des règlements, à l'exactitude et à l'intégralité des renseignements sur les clients et les contreparties, aux méthodes comptables utilisées par la Caisse centrale, aux nouveaux produits et services destinés à maintenir ou à accroître les parts de marché de la Caisse centrale, à la capacité de recruter et de retenir des cadres supérieurs clés, y compris les membres de la haute direction, à l'infrastructure commerciale, à la concentration géographique, aux médias sociaux et aux cotes de crédit.

Mentionnons aussi, à titre de facteurs pouvant influencer sur la justesse des énoncés prospectifs mentionnés dans ce rapport de gestion, les modifications aux lois fiscales, les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des particuliers, l'évolution de la technologie, la capacité de mettre en œuvre le plan de relève de la Caisse centrale dans un délai raisonnable, l'incidence possible sur les activités de conflits internationaux ou de catastrophes naturelles ainsi que la capacité de prévoir et de bien gérer les risques associés à ces facteurs malgré la présence d'un contexte de gestion rigoureuse des risques.

Il importe de souligner que la liste des facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs figurant ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient avoir des répercussions défavorables sur les résultats de la Caisse centrale. Des renseignements supplémentaires sur ces derniers et d'autres facteurs sont fournis à la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport annuel 2015. Bien que la Caisse centrale soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir qu'elles se révéleront exactes. La Caisse centrale déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ses énoncés prospectifs pour prendre des décisions. Les lecteurs qui se fient à ces énoncés doivent soigneusement tenir compte de ces facteurs de risque de même que des autres incertitudes et événements potentiels.

Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport représentent le point de vue de la direction uniquement à la date des présentes et sont communiqués afin d'aider les lecteurs à comprendre et à interpréter le bilan de la Caisse centrale aux dates indiquées ou ses résultats pour les périodes terminées à ces dates ainsi que ses priorités et ses objectifs stratégiques. Ces énoncés peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La Caisse centrale ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qui peuvent être faits à l'occasion par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

LA CAISSE CENTRALE EN BREF

La Caisse centrale est une institution coopérative qui offre un ensemble de services financiers au Mouvement Desjardins, aux gouvernements, aux organismes des secteurs public et parapublic, aux particuliers ainsi qu'aux moyennes et aux grandes entreprises. Elle répond aux besoins de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération), des caisses du Mouvement Desjardins (caisses membres) et des autres composantes du Mouvement Desjardins. À cet égard, elle a le mandat de pourvoir aux besoins de fonds institutionnels du réseau Desjardins et de jouer le rôle d'agent financier, notamment en fournissant des services en matière d'échange interbancaire, dont le règlement financier de la compensation. Ses activités, qu'elle exerce sur les marchés canadiens et internationaux, sont complémentaires à celles des autres entités du Mouvement Desjardins. En ce qui a trait au réseau Desjardins, celui-ci est constitué des composantes du Mouvement Desjardins et des autres entités liées à celui-ci.

ÉVÉNEMENT IMPORTANT

Changement à la haute direction du Mouvement Desjardins

Le 19 mars 2016, un collège électoral composé de dirigeants de caisses Desjardins provenant de toutes les régions du Québec ainsi que de l'Ontario a élu M. Guy Cormier au poste de président et chef de la direction du Mouvement Desjardins ainsi qu'au poste de président du conseil d'administration et chef de la direction de la Caisse centrale pour un premier mandat de quatre ans débutant le 9 avril 2016. Il succède à M^{me} Monique F. Leroux, qui occupait ces postes depuis le 29 mars 2008.

MODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés annuels et intermédiaires ont été préparés par la direction de la Caisse centrale conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS. Ces états financiers consolidés intermédiaires de la Caisse centrale sont établis selon l'International Accounting Standard (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Pour de plus amples renseignements sur les méthodes comptables appliquées, se reporter aux états financiers consolidés annuels et intermédiaires.

Ce rapport de gestion a été préparé conformément aux règlements en vigueur des ACVM portant sur les obligations d'information continue. À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels et intermédiaires de la Caisse centrale. Les symboles M\$ et G\$ sont utilisés pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

Pour évaluer sa performance, la Caisse centrale utilise des mesures conformes aux IFRS et diverses mesures financières non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes autres que les ratios réglementaires et pour lesquelles il n'existe pas de définitions normalisées ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés et peuvent ne pas être directement comparables à toute mesure prescrite par les IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS peuvent être utiles aux investisseurs, entre autres, pour l'analyse du rendement financier. Elles sont définies ci-après :

Indice de productivité

L'indice de productivité est utilisé comme mesure d'efficacité. On établit ce ratio en divisant les frais autres que d'intérêts par le revenu total. Le résultat est exprimé en pourcentage. Plus ce ratio est faible, meilleure est la productivité.

Prêts douteux bruts/prêts et acceptations bruts

L'indicateur prêts douteux bruts/prêts et acceptations bruts est utilisé comme mesure de qualité du portefeuille de prêts. Il correspond aux prêts douteux bruts exprimés en pourcentage du total des prêts et acceptations bruts.

ÉVOLUTION DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Cette section présente les éléments relatifs à l'évolution du contexte réglementaire qui s'appliquent à l'ensemble du Mouvement Desjardins, y compris la Caisse centrale.

Le Mouvement Desjardins effectue un suivi rigoureux de la réglementation en matière de produits et de services financiers ainsi que de l'actualité en matière de fraude, de corruption, de protection des renseignements personnels, de recyclage des produits de la criminalité et de financement des activités terroristes afin d'atténuer toute répercussion défavorable sur ses activités, et il vise à respecter de saines pratiques en la matière.

En juin 2013, l'AMF a statué que le Mouvement Desjardins remplissait les critères le désignant comme une institution financière d'importance systémique intérieure (IFIS-I), ce qui l'assujettit, entre autres, à des exigences de capitalisation supérieures ainsi qu'à des exigences de divulgation accrue conformément aux instructions de l'AMF. Ainsi, en sa qualité d'IFIS-I, le Mouvement se voit imposer, depuis le 1^{er} janvier 2016, une exigence supplémentaire de 1 % relativement à ses ratios de fonds propres minimaux. Notons également qu'en se basant sur les recommandations émises par le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière et contenues dans le document *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*, le Mouvement Desjardins poursuit son évolution en ce qui a trait à la divulgation externe et travaille à intégrer ces recommandations à son cadre de communication de l'information relative à la gestion des risques. De plus, le Mouvement a élaboré un plan de retour à la viabilité détaillant les mesures qu'il mettra en œuvre pour rétablir sa situation financière en cas de crise. Il est à noter que le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a également statué que les six plus grandes institutions financières canadiennes remplissaient les critères de désignation à titre d'IFIS-I.

Le 5 décembre 2013, le ministre des Finances et de l'Économie du Québec d'alors a déposé à l'Assemblée nationale le Rapport sur l'application de la *Loi sur les coopératives de services financiers*. Ce rapport contient des propositions qui serviront de balises aux modifications du cadre législatif actuel visant à l'adapter à l'évolution des coopératives de services financiers et aux exigences des nouvelles normes internationales imposées aux institutions financières. L'entrée en vigueur de la loi amendant le cadre législatif est présentement prévue pour 2016.

Le 26 novembre 2015, le gouvernement du Québec a adopté le projet de loi 57 : *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées*. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et vise principalement à modifier les règles de financement applicables aux régimes de retraite du secteur privé enregistrés au Québec. Les modifications aux règles de capitalisation visent à favoriser la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées en prévoyant un financement qui doit inclure une provision de stabilisation explicite établie en fonction de la politique de placement du régime. Le financement selon l'approche de solvabilité ne sera plus requis. Le 6 avril 2016, le gouvernement du Québec a publié un projet de règlement découlant de cette loi, qui vient préciser les règles permettant de déterminer la provision de stabilisation.

Les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF applicables aux institutions financières canadiennes comportent, depuis le 1^{er} janvier 2013, des règles relatives aux instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, qui sont inclus dans les fonds propres réglementaires. Le Mouvement Desjardins, en vertu des lignes directrices sur les normes relatives à la suffisance de capital de base de l'AMF, est assujéti à des règles similaires applicables aux instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de son capital réglementaire et ayant pris effet le 1^{er} janvier 2013. Le Mouvement Desjardins n'a toutefois émis aucun instrument visé par ces règles. Étant donné que des discussions ont lieu au regard de l'application aux entités coopératives des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence au niveau international, des modifications pourraient être apportées aux lignes directrices.

Le 28 mars 2014, afin de renforcer le régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, d'améliorer l'efficacité de son régime de sanctions financières ciblées et d'alléger le fardeau de conformité imposé au secteur privé, le gouvernement canadien a déposé la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014*, qui faisait partie du projet de loi de mise en œuvre budgétaire. Cette loi prévoit des modifications à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Ces modifications devraient entrer en vigueur en 2016. Tout en préparant la mise en œuvre de ces changements législatifs, le Mouvement Desjardins effectue une vigie constante afin de connaître la date de leur entrée en vigueur.

Le 1^{er} août 2014, le gouvernement du Canada a lancé une consultation publique portant sur un régime proposé de protection des contribuables et de recapitalisation applicable aux banques canadiennes d'importance systémique nationale. La période de consultation s'est terminée en septembre 2014, mais aucune date de mise en œuvre n'a été fournie à ce jour. Ce régime n'est pas applicable dans l'immédiat au Mouvement Desjardins, qui est réglementé par l'AMF, car le gouvernement du Québec n'a pas encore publiquement réagi ni annoncé ses intentions à ce sujet.

Le 16 décembre 2014, le gouvernement du Canada a adopté le projet de loi C-43 – *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014*. Entre autres choses, cette loi modifie plusieurs lois pour limiter les moyens d'intervention fédéraux à l'endroit des sociétés coopératives de crédit provinciales. Plus précisément, elle officialise le fait que la Banque du Canada ne peut consentir un prêt ou une avance à une société coopérative de crédit provinciale que si la province a consenti, par écrit, à l'indemniser pour les pertes découlant du prêt ou de l'avance qu'elle pourrait subir. Les politiques de la Banque du Canada sur l'aide d'urgence exigeaient déjà de tels engagements d'indemnisation des provinces depuis 2009. La Loi met également fin aux accords de soutien financier à la liquidité conclus notamment entre la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Régie de l'assurance-dépôts du Québec (remplacée par l'AMF). Les dispositions de la Loi portant sur les exigences en matière d'aide d'urgence et l'entente fédérale-provinciale relative à l'assurance-dépôts ne sont pas encore en vigueur. Le Mouvement Desjardins s'attend à ce que des ententes satisfaisantes avec les deux ordres de gouvernement soient négociées avant que ces dispositions entrent en vigueur afin que cette loi n'affecte pas la stabilité du système financier canadien.

Le 5 mai 2015, la Banque du Canada a lancé une consultation publique portant sur le cadre régissant ses opérations sur les marchés financiers et ses politiques d'octroi de l'aide d'urgence. La période de consultation a pris fin le 4 juillet 2015. Le 30 septembre 2015, la Banque du Canada a annoncé sa décision de mettre en œuvre les changements proposés dans le document de consultation diffusé en mai 2015. Les changements, qui sont entrés en vigueur le 30 septembre 2015, prescrivent notamment de réserver l'aide d'urgence aux institutions ayant mis en place des cadres crédibles de redressement et de résolution, et, dans certaines circonstances, d'accorder l'aide d'urgence à des institutions provinciales, comme les caisses et les coopératives de crédit ainsi que leurs centrales. Cette aide d'urgence aux institutions provinciales serait cependant limitée aux situations où elle serait nécessaire pour soutenir la stabilité du système financier canadien. La Banque du Canada publiera plus tard cette année une version mise à jour de son énoncé de politique sur l'octroi de l'aide d'urgence, qui tiendra compte de ces changements.

La Réserve fédérale américaine (FED) a mis en place un certain nombre de règles et de normes qui ont des effets sur les institutions financières autres qu'américaines qui exercent des activités aux États-Unis. Ces mesures ont plusieurs répercussions sur le Mouvement Desjardins. Les règles découlant de la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* adoptée en 2010 touchent notamment la mise en œuvre des articles traitant de la négociation de swaps, de la négociation pour compte propre et de la propriété des fonds de couverture (règle Volcker) ainsi que de ceux qui ont trait à la production d'un plan de résolution. Le 10 décembre 2013, les autorités américaines ont publié les textes d'application de la règle Volcker qui a été adoptée pour limiter la spéculation faite par des institutions financières. Le Mouvement Desjardins a mis en place les encadrements assurant le respect des exigences de la règle Volcker ayant pris effet le 21 juillet 2015. Un délai supplémentaire allant jusqu'au 21 juillet 2016 a été accordé par la FED en ce qui concerne l'entrée en vigueur de certaines exigences relatives à la propriété des fonds de couverture. Les organismes de réglementation américains ont fait savoir qu'ils émettraient un avis repoussant cette date d'entrée en vigueur au 21 juillet 2017. Le Mouvement Desjardins continuera de faire une vigie constante de l'évolution de ces exigences afin de s'assurer de les respecter lors de leur entrée en vigueur.

À la suite de l'obtention du statut de Financial Holding Company (FHC), le Mouvement Desjardins devra respecter à partir de juillet 2016 les obligations se rapportant aux nouvelles normes *Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations*. Des activités de mise en œuvre sont en cours afin d'assurer la conformité à cette réglementation dans le respect du calendrier imposé par la FED.

L'Organisation de coopération et de développement économiques a mis en place la *Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale*, qui est basée sur les mêmes obligations et principes généraux que la *Foreign Account Tax Compliance Act*, mais au niveau international. Le Canada a confirmé son adhésion à cette norme à compter du 1^{er} juillet 2017, avec un premier échange d'information entre le Canada et les autorités compétentes le 1^{er} mai 2018. Le Mouvement Desjardins a commencé des travaux afin de respecter cette nouvelle réglementation lors de son entrée en vigueur tout en ayant pour objectif de minimiser les impacts sur l'expérience membre et client.

Enfin, le Mouvement Desjardins continue de suivre l'évolution des modifications des exigences concernant le capital et les liquidités en vertu des normes mondiales élaborées par le Comité de Bâle sur les contrôles bancaires. À cet effet, ce comité a publié, en janvier 2015, une nouvelle norme liée au troisième pilier, qui vise à accroître la comparabilité avec les autres institutions financières, la transparence et la communication en matière d'adéquation des fonds propres réglementaires et d'exposition aux risques. Le Mouvement Desjardins a évalué les incidences de cette norme et a amorcé des travaux visant à s'assurer de la conformité à cette dernière dès son entrée en vigueur. Toutefois, l'AMF doit définir les règles d'application pour le Mouvement et indiquer la date de mise en œuvre.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES

L'année 2016 a débuté sur une note négative alors qu'une baisse additionnelle des cours pétroliers et de nouvelles craintes concernant la Chine ont provoqué de l'incertitude sur les marchés financiers. Les places boursières ont chuté en janvier et les écarts de crédit ont augmenté. Les marchés des obligations gouvernementales et le cours de l'or ont profité de cet environnement marqué par l'incertitude, qui a atteint un sommet à la mi-février, lorsque les investisseurs ont commencé à s'inquiéter des conséquences des taux d'intérêt négatifs sur le secteur financier européen. L'engagement de la Banque centrale européenne à agir pour soutenir son secteur bancaire et des statistiques économiques positives ont entraîné un regain de confiance par la suite. Le prix du baril de pétrole, qui était descendu à son plus bas niveau depuis douze ans en début d'année, est ainsi revenu se négocier à un peu plus de 40 \$ US le baril alors que les places boursières ont effacé leurs pertes des premières semaines de 2016. La Bourse canadienne a eu de bons résultats au premier trimestre, profitant d'un rebond du secteur des matières premières.

Les taux obligataires demeurent faibles. Les politiques monétaires pourraient être encore plus expansionnistes que ce qui était anticipé précédemment, particulièrement au Japon et en zone euro. Aux États-Unis, la Réserve fédérale se montre hésitante à poursuivre son resserrement monétaire et ses dirigeants anticipent désormais une hausse de 0,5 % des taux directeurs d'ici la fin de 2016. Les taux directeurs devraient rester inchangés au Canada puisque des données économiques encourageantes et une politique fiscale expansionniste laissent entrevoir qu'une diminution supplémentaire ne devrait pas être nécessaire. L'environnement de bas taux d'intérêt devrait se poursuivre sur plusieurs trimestres.

La plupart des pays industrialisés ne devraient pas afficher une forte accélération de leur croissance économique en 2016 par rapport à 2015. L'instabilité des marchés financiers et les plus récentes mesures d'assouplissement de certaines banques centrales reflètent les inquiétudes concernant la vigueur de l'économie mondiale. La croissance eurolandaise devrait être de 1,5 % en 2016, identique au résultat de 2015. Au Japon, les faibles résultats du dernier trimestre de 2015 laissent croire que ce pays éprouve encore des difficultés. La progression des économies émergentes devrait demeurer lente, bien que la Chine ait surpris en annonçant des cibles plus élevées que prévu. Le PIB réel des économies émergentes devrait croître de 3,9 % en 2016, soit la même progression qu'en 2015. La progression du PIB réel mondial devrait être de 3,1 % en 2016, soit le même niveau qu'en 2015, et de 3,6 % en 2017.

Aux États-Unis, la croissance a été de 1,4 % au dernier trimestre de 2015. On s'attend à un résultat similaire pour le début de 2016 alors que les principaux indicateurs ont donné des signaux mixtes. On remarque tout de même certains signes annonçant un redressement du secteur manufacturier et, aussi, un apaisement des incertitudes qui ont inquiété les marchés financiers au cours des premières semaines de l'année. De son côté, le marché du travail se porte bien. Le PIB réel américain devrait afficher des croissances de 2,0 % en 2016 et de 2,5 % en 2017.

Au Canada, le PIB réel a augmenté de 0,8 %, à un rythme trimestriel annualisé, au quatrième trimestre de 2015. La demande intérieure a connu des difficultés en raison principalement d'une nouvelle contraction des investissements non résidentiels. Les prix de l'énergie ont continué de diminuer au cours de la période, ce qui a favorisé une baisse des investissements dans le secteur du pétrole et du gaz. Le solde du commerce extérieur s'est amélioré, ce qui a contribué positivement à la croissance économique. La faiblesse de la demande intérieure, qui s'observe par la diminution des importations, explique ce gain. Les conditions économiques semblent toutefois s'être améliorées au cours des derniers mois et les perspectives de croissance pour le premier trimestre de 2016 sont bonnes. Le PIB réel par industrie a augmenté au cours des deux derniers mois de 2015 de 0,3 % en novembre et de 0,2 % en décembre, alors que pour les deux premiers mois de 2016, une progression de 0,6 % en janvier et une diminution de 0,1 % en février ont été observés. L'acquis de croissance pour le premier trimestre de 2016 est d'environ 3,0 %. La progression du PIB réel pourrait difficilement conserver un rythme aussi élevé durant le reste de l'année puisque la baisse des prix des matières premières pourrait continuer d'entraîner des ajustements de l'économie canadienne, en particulier pour les provinces productrices d'énergie, ce qui augmenterait les disparités régionales au pays. Le PIB réel canadien devrait donc croître d'environ 1,6 % en 2016. Pour 2017, les sources de croissance pourraient être plus nombreuses avec notamment une contribution potentielle plus importante des dépenses publiques. Cela permettrait une accélération et un gain de 2,3 %.

Au Québec, les ménages ont continué de faire preuve de prudence puisque les ventes au détail évoluent de manière erratique depuis plusieurs mois. La création d'emplois a progressé faiblement au premier trimestre après avoir connu une excellente année en 2015. Le taux de chômage s'est par conséquent maintenu à près de 7,5 %. La confiance des consommateurs a remonté légèrement pendant la même période. Le regain des marchés boursiers depuis la mi-février et l'annonce de certains allègements fiscaux par le gouvernement fédéral ont probablement eu un effet positif sur le moral des ménages. Les ventes de maisons et de copropriétés existantes ont repris au début de 2016. Grâce à cette amélioration, la variation annuelle totale des prix s'est légèrement accélérée, atteignant 1,5 % en 2015, et plus de 2 % au premier trimestre de 2016. La construction neuve poursuit toutefois sa période d'ajustement, surtout les copropriétés, dont le marché demeure en situation de surplus. Les perspectives sont bonnes pour les entreprises puisque la confiance des PME s'est raffermie depuis le début de l'année. Le redressement des investissements des entreprises devrait avoir lieu au cours de 2016. Le programme d'infrastructures du gouvernement fédéral pourrait permettre un retour à la croissance des investissements publics cette année. Le PIB réel devrait progresser de 1,3 % en 2016, comparativement à 1,1 % en 2015.

REVUE DES RÉSULTATS FINANCIERS

RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2016	31 décembre 2015	31 mars 2015
Revenu d'intérêts			
Prêts	185 303 \$	169 733 \$	169 169 \$
Valeurs mobilières	43 572	37 251	39 280
	228 875	206 984	208 449
Frais d'intérêts	138 949	115 005	129 560
Revenu net d'intérêts	89 926	91 979	78 889
Autres revenus	30 459	3 383	54 386
Revenu total	120 385	95 362	133 275
Dotation à la provision pour pertes sur créances (recouvrement)	(4 995)	6 924	(3 779)
Frais autres que d'intérêts	41 738	41 032	37 725
Résultat d'exploitation avant autres versements au réseau Desjardins	83 642	47 406	99 329
Autres versements au réseau Desjardins	11 000	11 454	10 490
Résultat d'exploitation	72 642	35 952	88 839
Impôts sur le résultat	18 991	8 977	22 233
Recouvrement d'impôt relatif à la rémunération sur le capital social	(16 886)	(8 857)	(21 560)
Résultat net de la période	70 537 \$	35 832 \$	88 166 \$

REVENU NET D'INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2016	31 décembre 2015	31 mars 2015
Entreprises			
Revenu net d'intérêts	39 810 \$	40 161 \$	35 682 \$
Autres revenus	16 616	19 841	17 309
	56 426	60 002	52 991
Trésorerie Mouvement			
Revenu net d'intérêts	47 532	49 290	41 022
Autres revenus	13 099	(17 475)	36 350
	60 631	31 815	77 372
Autres			
Revenu net d'intérêts	2 584	2 528	2 185
Autres revenus	744	1 017	727
	3 328	3 545	2 912
Total – Revenu net d'intérêts	89 926	91 979	78 889
Total – Autres revenus	30 459	3 383	54 386
Total	120 385 \$	95 362 \$	133 275 \$

ANALYSE DES RÉSULTATS

Comparaison des premiers trimestres de 2016 et de 2015

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, la Caisse centrale a présenté un résultat net de 70,5 M\$, en baisse de 17,6 M\$, par rapport à la période correspondante de 2015. Cette diminution du résultat net provient principalement du secteur Trésorerie Mouvement, en raison notamment de l'effet des importantes fluctuations des écarts entre les courbes de taux d'intérêt européenne et canadienne sur la portion non admissible à la comptabilité de couverture des instruments dérivés utilisés pour couvrir les dépôts en devises étrangères.

Revenu total

Le revenu total, qui est constitué du revenu net d'intérêts et des autres revenus, s'élevait à 120,4 M\$ au terme du trimestre terminé le 31 mars 2016, en baisse de 12,9 M\$, par rapport au trimestre correspondant de 2015.

Ainsi, le revenu total du secteur Trésorerie Mouvement s'est élevé à 60,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en baisse de 16,7 M\$, comparativement à la même période l'an dernier. Ces résultats sont en partie attribuables à l'effet des importantes fluctuations des écarts entre les courbes de taux d'intérêt européenne et canadienne sur la portion non admissible à la comptabilité de couverture des instruments dérivés utilisés pour couvrir les dépôts en devises étrangères. Notons aussi la diminution des revenus générés par le portefeuille d'actifs liquides en raison des gains réalisés moins élevés lors de la disposition de valeurs mobilières disponibles à la vente.

Le revenu total du secteur Entreprises a atteint 56,4 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en hausse de 3,4 M\$, ou de 6,5 %, comparativement à la même période l'an dernier, alors qu'il s'élevait à 53,0 M\$. Cette performance est attribuable à la croissance des activités du secteur, qui a entraîné une progression de 0,5 G\$ de l'encours du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements depuis un an. Ainsi, le revenu net d'intérêts généré par ce secteur a affiché une hausse de 4,1 M\$, ou de 11,6 %, comparativement au trimestre correspondant de 2015. Quant aux revenus provenant des activités de change, ils ont affiché une diminution de 2,0 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015, en raison de la fluctuation des taux de change. Enfin, les revenus de commissions de crédit sont en hausse comparativement à la même période l'an dernier en raison de la croissance du volume de transactions.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2016, la Caisse centrale a présenté un recouvrement de la provision pour pertes sur créances de 5,0 M\$, comparativement à un recouvrement de 3,8 M\$, pour la même période en 2015. Cette variation s'explique principalement par l'évolution favorable des paramètres utilisés dans le modèle d'évaluation de la provision collective et de la provision pour les éléments hors bilan. Elle a été compensée en partie par la comptabilisation d'une dotation à la provision pour pertes sur créances pour des expositions affectées par la baisse des prix du pétrole. La Caisse centrale a continué de présenter un portefeuille de prêts de grande qualité. En effet, le ratio des prêts douteux bruts, exprimé en pourcentage du portefeuille total de prêts et acceptations bruts, s'établissait à 0,03 % au terme du premier trimestre de 2016, en baisse par rapport à celui de 0,04 % du trimestre correspondant de 2015.

Frais autres que d'intérêts et autre élément

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 41,7 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en hausse de 4,0 M\$, comparativement à la même période l'an dernier. Les frais d'ententes de services et impartition s'élevaient à 17,2 M\$ au terme du premier trimestre, en hausse de 3,6 M\$ comparativement à la même période l'an dernier. Cette augmentation ainsi que la hausse des autres frais de 2,5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2015, s'expliquent principalement par des coûts additionnels engagés pour soutenir la croissance des activités de la Caisse centrale. Par ailleurs, les salaires et les avantages sociaux s'établissaient à 10,9 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en baisse de 1,1 M\$ comparativement à la même période l'an dernier.

Globalement, l'indice de productivité de la Caisse centrale s'élevait à 34,7 % au terme du premier trimestre, comparativement à 28,3 % pour la même période en 2015. Cette variation de l'indice de productivité découle principalement de la baisse des revenus attribuable à l'effet des importantes fluctuations des écarts entre les courbes de taux d'intérêt européenne et canadienne sur la portion non admissible à la comptabilité de couverture des instruments dérivés utilisés pour couvrir les dépôts en devises étrangères. La hausse des frais autres que d'intérêts, comme mentionné précédemment, explique aussi la baisse de la productivité.

Versements au réseau Desjardins et rémunération sur le capital social

En collaboration avec le réseau Desjardins, la Caisse centrale offre une gamme diversifiée de services financiers, notamment des transactions de change, de transferts de fonds, de financement ainsi que de lettres de crédit. Les sommes versées aux entités du Mouvement Desjardins à titre de ristournes à l'égard des transactions effectuées en collaboration avec celles-ci se sont élevées à 11,0 M\$ pour le premier trimestre de 2016, en hausse de 0,5 M\$, par rapport à 2015 en raison principalement de la croissance de ces transactions.

Par ailleurs, selon la *Loi sur le Mouvement Desjardins*, le conseil d'administration de la Caisse centrale peut déclarer un intérêt sur les parts de capital, dont il détermine les modalités de paiement. Ainsi, la Caisse centrale déclare, à titre de rémunération sur le capital social, un montant correspondant au moindre de son résultat net non consolidé ou de son résultat non distribué consolidé, y compris la récupération des impôts y afférents. La répartition de cette rémunération se fait au prorata du nombre de parts détenues par chacun des membres. Pour le premier trimestre de 2016, une somme de 67,5 M\$ a été déclarée à titre de rémunération sur le capital social, comparativement à 88,1 M\$ pour la période correspondante de 2015. Au 31 mars 2016, un montant de 294,4 M\$ était inscrit au bilan consolidé à titre de rémunération sur le capital social à payer.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Le tableau suivant présente un sommaire des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Caisse centrale.

RÉSULTATS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(en milliers de dollars et en pourcentage)		2015				2014		
	2016 T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
ÉTAT DU RÉSULTAT								
Revenu net d'intérêts	89 926 \$	91 979 \$	79 263 \$	78 137 \$	78 889 \$	73 239 \$	73 523 \$	69 879 \$
Autres revenus	30 459	3 383	22 595	31 983	54 386	22 207	36 142	20 740
Revenu total	120 385	95 362	101 858	110 120	133 275	95 446	109 665	90 619
Dotation à la provision pour pertes sur créances (recouvrement)	(4 995)	6 924	(529)	10 546	(3 779)	(2 478)	15 183	5 901
Frais autres que d'intérêts	41 738	41 032	40 058	38 018	37 725	37 921	30 735	32 368
Autres versements au réseau Desjardins	11 000	11 454	10 725	10 149	10 490	10 797	10 399	10 470
Résultat d'exploitation	72 642 \$	35 952 \$	51 604 \$	51 407 \$	88 839 \$	49 206 \$	53 348 \$	41 880 \$
Impôts sur le résultat	18 991	8 977	12 373	12 479	22 233	6 983	14 226	10 329
Recouvrement d'impôt relatif à la rémunération sur le capital social	(16 886)	(8 857)	(12 966)	(12 991)	(21 560)	(12 085)	(12 191)	(9 221)
Résultat net	70 537 \$	35 832 \$	52 197 \$	51 919 \$	88 166 \$	54 308 \$	51 313 \$	40 772 \$
Total de l'actif	54 891 893 \$	51 841 755 \$	54 156 160 \$	50 851 214 \$	50 477 290 \$	44 323 432 \$	42 434 075 \$	39 884 553 \$
Ratios								
Fonds propres de la catégorie 1A	14,5 %	15,0 %	15,0 %	15,7 %	13,4 %	13,8 %	13,1 %	14,2 %
Fonds propres de la catégorie 1	14,5	14,9	14,9	15,7	13,4	13,8	13,0	14,2
Total des fonds propres	15,0	15,5	15,4	16,2	13,9	14,3	13,5	14,6

REVUE DU BILAN**GESTION DU BILAN****BILAN CONSOLIDÉ**

(en milliers de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
Actif				
Trésorerie, dépôts auprès d'institutions financières	496 029 \$	0,9 %	389 404 \$	0,8 %
Valeurs mobilières	10 471 899	19,1	8 230 468	15,9
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	1 380 491	2,5	1 947 054	3,8
Prêts et acceptations nets	38 052 094	69,4	36 133 336	69,6
Instruments financiers dérivés	3 588 175	6,5	4 524 141	8,7
Autres actifs	903 205	1,6	617 352	1,2
Total de l'actif	54 891 893 \$	100,0 %	51 841 755 \$	100,0 %
Passif et avoir des membres				
Dépôts	44 977 621 \$	81,9 %	41 810 145 \$	80,7 %
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	948 281	1,7	984 040	1,9
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	415 273	0,8	217 337	0,4
Instruments financiers dérivés	2 763 128	5,0	2 462 182	4,7
Autres passifs	2 670 330	4,9	3 249 256	6,3
Avoir des membres	3 117 260	5,7	3 118 795	6,0
Total du passif et de l'avoir des membres	54 891 893 \$	100,0 %	51 841 755 \$	100,0 %

ACTIF TOTAL

Au 31 mars 2016, l'actif total de la Caisse centrale se chiffrait à 54,9 G\$, en hausse de 3,1 G\$, ou de 5,9 %, depuis le 31 décembre 2015. Cette progression découle de l'augmentation du portefeuille de prêts et acceptations nets ainsi que des valeurs mobilières.

TRÉSORERIE, DÉPÔTS AUPRÈS D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET VALEURS MOBILIÈRES

Au 31 mars 2016, l'encours de la trésorerie, des dépôts auprès d'institutions financières et des valeurs mobilières, y compris celles qui sont acquises en vertu de conventions de revente, s'établissait à 12,3 G\$, en hausse de 1,8 G\$, ou de 16,9 %, depuis le 31 décembre 2015. La croissance s'explique principalement par des liquidités additionnelles provenant de la hausse des dépôts depuis le début de l'année.

PRÊTS ET ACCEPTATIONS

Au 31 mars 2016, l'encours du portefeuille de prêts, y compris les acceptations, net de la provision pour pertes sur prêts, se chiffrait à 38,1 G\$, en hausse de 1,9 G\$, ou de 5,3 %, depuis le 31 décembre 2015. Poursuivant son rôle de trésorier du Mouvement Desjardins, la Caisse centrale a continué d'assurer le refinancement de la Fédération et des autres entités du réseau Desjardins. Ainsi, depuis le début de 2016, l'encours des prêts accordés à ces entités a augmenté de 2,5 G\$, pour s'établir à 28,5 G\$ au 31 mars 2016. Soulignons que ces prêts représentent plus de la moitié de l'actif de la Caisse centrale.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements, y compris les acceptations, qui ont régressé de 461 M\$, ou de 5,3 %, depuis le début de l'année, atteignaient 8,3 G\$ au 31 mars 2016.

PRÊTS ET ACCEPTATIONS

(en milliers de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
Membres et autres entités du réseau Desjardins	28 452 177 \$	74,6 %	25 995 474 \$	71,8 %
Particuliers	1 407 612	3,7	1 487 194	4,1
Entreprises et gouvernements	8 259 313	21,7	8 719 892	24,1
	38 119 102	100,0 %	36 202 560	100,0 %
Provision pour pertes sur prêts	(67 008)		(69 224)	
Total des prêts et acceptations par catégories d'emprunteurs	38 052 094 \$		36 133 336 \$	
Prêts garantis et/ou assurés ⁽¹⁾	2 176 287 \$		3 384 637 \$	

⁽¹⁾ Prêts qui incluent une garantie ou une assurance, complète ou partielle, auprès d'un assureur public ou privé ou d'un gouvernement.

QUALITÉ DU CRÉDIT

Des renseignements sur la qualité du portefeuille de crédit de la Caisse centrale sont présentés à la section « Gestion des risques » à la page 13 de ce rapport de gestion.

DÉPÔTS

Au 31 mars 2016, l'encours des dépôts de la Caisse centrale s'élevait à 45,0 G\$, en hausse de 3,2 G\$, ou de 7,6 %, depuis le 31 décembre 2015. Cette croissance s'explique notamment par les différentes émissions de titres effectuées sur les marchés américain, canadien et européen, qui ont permis de soutenir la croissance des besoins de fonds du Mouvement Desjardins et de la clientèle ainsi que par l'augmentation des dépôts des parties liées.

Des renseignements concernant les sources de refinancement ainsi que la politique de gestion du risque de liquidité de la Caisse centrale sont présentés à la section « Risque de liquidité » de ce rapport de gestion.

DÉPÔTS

(en milliers de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
Particuliers	141 436 \$	0,3 %	173 314 \$	0,4 %
Entreprises et gouvernements	39 606 411	88,1	39 061 774	93,4
Institutions de dépôts	5 229 774	11,6	2 575 057	6,2
Total des dépôts	44 977 621 \$	100,0 %	41 810 145 \$	100,0 %

AVOIR DES MEMBRES

L'avoir des membres se chiffrait à 3,1 G\$ au 31 mars 2016, soit le même montant qu'au 31 décembre 2015. La Caisse centrale déclare, à titre de rémunération sur le capital social, un montant correspondant au moindre de son résultat net non consolidé ou de son résultat non distribué consolidé, y compris la récupération des impôts y afférents.

GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital est un élément essentiel de la gestion financière qui couvre l'ensemble du Mouvement Desjardins, y compris celle de la Caisse centrale. Elle a comme objectif d'assurer que le niveau et la structure de fonds propres du Mouvement Desjardins et de ses composantes respectent son profil de risque, son caractère distinctif et ses objectifs coopératifs. Elle doit également faire en sorte que la structure de fonds propres soit adéquate au regard de la protection des membres et des clients, des cibles de rentabilité, des objectifs de croissance, des attentes des agences de notation et des exigences des organismes de réglementation. De plus, elle doit optimiser la répartition des fonds propres et les mécanismes de circulation de ces derniers à l'interne de même que soutenir la croissance, le développement et la gestion des risques liés aux actifs du Mouvement Desjardins.

La Caisse centrale préconise une gestion prudente de son capital. Celle-ci vise à maintenir des ratios de fonds propres réglementaires supérieurs à ceux de l'industrie bancaire canadienne et aux normes établies par la Fédération. Cette gestion prudente du capital de la Caisse centrale se reflète dans la qualité des cotes de crédit que lui accordent les différentes agences de notation.

La crise financière mondiale a amené l'industrie à mettre davantage l'accent sur une saine capitalisation de ses activités. En fait, les agences de notation et le marché favorisent plus que jamais les institutions les mieux capitalisées. Ces éléments militent en faveur d'une augmentation générale du niveau et de la qualité du capital émis par les institutions financières. Cela se reflète également dans les exigences rehaussées de Bâle III mises en place le 1^{er} janvier 2013.

Cadre intégré de gestion du capital du Mouvement Desjardins

De façon générale, le Cadre intégré de gestion du capital du Mouvement Desjardins prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir les cibles de capitalisation de ce dernier, et les affecter à ses composantes, établir les stratégies permettant d'assurer l'atteinte de ces cibles, mobiliser rapidement les capitaux, assurer une mesure adéquate de la performance des composantes et optimiser les mécanismes de circulation et d'utilisation des fonds propres à l'interne.

Le Mouvement Desjardins a conçu un programme de simulations de crise. L'objectif de ce dernier est d'établir et de mesurer l'effet de différents scénarios intégrés, c'est-à-dire de simuler divers scénarios économiques à l'égard de l'ensemble des composantes du Mouvement et d'en évaluer les répercussions financières et réglementaires. Ce processus permet de déterminer si la cible minimale, établie selon le plan de capitalisation, est adéquate au regard des risques auxquels le Mouvement Desjardins est exposé.

Cadre réglementaire et politiques internes

La gestion du capital du Mouvement Desjardins est sous la responsabilité du conseil d'administration de la Fédération qui, pour le soutenir à cet égard, a mandaté le comité de gestion Finances et Risques pour veiller à ce que le Mouvement soit doté d'une base de fonds propres suffisante et rassurante. La première vice-présidence Finances et Direction financière prépare annuellement, avec l'appui des composantes du Mouvement, un plan de capitalisation qui lui permet de projeter l'évolution des fonds propres, d'élaborer des stratégies et de recommander des plans d'action permettant l'atteinte des objectifs et des cibles en matière de fonds propres. Dans le cadre de ces travaux, la Caisse centrale prépare annuellement son propre plan de capitalisation.

Les situations actuelles et projetées révèlent que, globalement, le Mouvement Desjardins dispose d'une solide base de fonds propres lui permettant de se maintenir parmi les institutions financières les mieux capitalisées.

Les ratios de fonds propres réglementaires de la Caisse centrale sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base à l'intention des coopératives de services financiers émise par l'AMF (ligne directrice). Cette dernière tient compte du dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires (Bâle III) édicté par la Banque des règlements internationaux.

Accord de Bâle III

L'article 46 de la *Loi sur le Mouvement Desjardins* stipule que la Caisse centrale doit maintenir un capital de base suffisant pour assurer une gestion saine et prudente, conformément aux normes de la Fédération. Ces normes doivent, avant d'entrer en vigueur, être approuvées par l'AMF. La norme sur la suffisance du capital de la Caisse centrale reprend de façon analogue les exigences de la ligne directrice émise par l'AMF.

Ainsi, le ratio minimal de fonds propres de la catégorie 1A que doit maintenir la Caisse centrale est de 7 %. De plus, le ratio de fonds propres de la catégorie 1 ainsi que le ratio du total des fonds propres doivent respectivement être supérieurs à 8,5 % et à 10,5 %. Ces ratios minimaux incluent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %. Les ratios de fonds propres s'expriment en pourcentage des fonds propres par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques.

Par ailleurs, le ratio de levier minimal que doit maintenir la Caisse centrale est de 3 %. Ce ratio se définit comme étant la mesure des fonds propres, soit les fonds propres de la catégorie 1, divisée par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition comprend : 1) les expositions au bilan; 2) les expositions sur opérations de financement par titres; 3) les expositions sur dérivés; et 4) les autres expositions hors bilan.

Respect des exigences

Le 19 décembre 2014, l'entente en vertu de laquelle les fédérations membres de la Caisse centrale s'étaient engagées à maintenir le total des fonds propres de celle-ci à un montant permettant le maintien de ses ratios de capitalisation à un niveau minimal égal aux normes établies a été remplacée par une nouvelle entente. Cette dernière a pour objectif d'intégrer pleinement les nouvelles règles de Bâle III et également de tenir compte de l'évolution de la réglementation applicable aux coopératives de services financiers désignées comme des institutions financières d'importance systémique intérieure.

Ainsi, en vertu de cette entente, la Fédération des caisses Desjardins du Québec et La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc. s'engagent à maintenir le capital de base de la Caisse centrale à un niveau lui permettant de maintenir ses ratios au-dessus des seuils suivants :

- Ratio de levier : niveau minimal excédant de 0,5 % les exigences réglementaires minimales
- Ratio de fonds propres de la catégorie 1A : 8 %
- Ratio de fonds propres de la catégorie 1 : 9,5 %
- Ratio du total des fonds propres : 11,5 %

Au 31 mars 2016, les ratios de fonds propres de la catégorie 1A et de la catégorie 1 de même que le ratio du total des fonds propres de la Caisse centrale, calculés selon les exigences de Bâle III, étaient respectivement de 14,5 %, de 14,5 % et de 15,0 %. Quant au ratio de levier, il se situait à 4,6 %. La Caisse centrale respectait l'ensemble des exigences en matière de fonds propres auxquelles elle était soumise au 31 mars 2016.

Fonds propres

Les tableaux qui suivent présentent les soldes de fonds propres, les ratios de fonds propres, l'évolution des fonds propres au cours de la période ainsi que les actifs pondérés en fonction des risques.

FONDS PROPRES

(en milliers de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Fonds propres de la catégorie 1⁽¹⁾		
Parts de capital admissibles	3 042 821 \$	3 042 821 \$
Réserve générale	1 467	1 467
Résultat non distribué	6 906	6 768
Cumul des autres éléments du résultat global ⁽²⁾	24 033	25 850
Déductions ⁽³⁾	(18 777)	(20 804)
Total des fonds propres de la catégorie 1⁽¹⁾	3 056 450 \$	3 056 102 \$
Fonds propres de la catégorie 2		
Provisions collectives admissibles	118 100 \$	123 788 \$
Parts de qualification admissibles	3	3
Total des fonds propres de la catégorie 2	118 103 \$	123 791 \$
Total des fonds propres réglementaires (catégories 1 et 2)	3 174 553 \$	3 179 893 \$
Ratios		
Fonds propres de la catégorie 1A	14,5 %	15,0 %
Fonds propres de la catégorie 1	14,5	14,9
Total des fonds propres	15,0	15,5
Levier	4,6	4,8
Exposition du ratio de levier	65 866 \$	63 776 \$

⁽¹⁾ Les fonds propres inclus dans la catégorie 1 sont tous de la catégorie 1A. La Caisse centrale ne possède aucun élément de fonds propres de la catégorie 1B.

⁽²⁾ À l'exclusion de la portion liée à la réserve de couverture de flux de trésorerie.

⁽³⁾ Correspondent aux actifs incorporels tels que les logiciels.

ÉVOLUTION DES FONDS PROPRES

Pour la période de trois mois terminée le

(en milliers de dollars)	31 mars 2016
Fonds propres de la catégorie 1⁽¹⁾	
Solde au début de la période	3 056 102 \$
Croissance de la réserve générale et du résultat non distribué ⁽²⁾	138
Cumul des autres éléments du résultat global admissibles	(1 817)
Déductions	2 027
Solde à la fin de la période	3 056 450
Fonds propres de la catégorie 2	
Solde au début de la période	123 791
Provisions collectives admissibles	(5 688)
Solde à la fin de la période	118 103
Total des fonds propres	3 174 553 \$

⁽¹⁾ Les fonds propres inclus dans la catégorie 1 sont tous de la catégorie 1A. La Caisse centrale ne possède aucun élément de fonds propres de la catégorie 1B.

⁽²⁾ Montant incluant la variation du passif au titre des régimes de retraite à prestations définies.

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

(en milliers de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2016			Au 31 décembre 2015
	Expositions ⁽¹⁾	Actifs pondérés en fonction des risques	Taux de pondération moyen	Actifs pondérés en fonction des risques
Risque de crédit				
Emprunteurs souverains	6 739 965 \$	- \$	- %	- \$
Institutions financières	34 906 925	7 342 056	21	6 952 519
Entreprises	11 019 282	10 551 927	96	10 192 560
PME assimilées aux autres expositions sur la clientèle de détail	35	26	74	144
Prêts hypothécaires	94 115	34 009	36	36 780
Autres expositions sur la clientèle de détail (à l'exception des PME)	8 663	6 497	75	2 874
Titrisation	1 192 920	317 168	27	317 168
Portefeuille de négociation	702 956	273 873	39	241 430
Autres actifs	4 783 600	1 259 168	26	1 317 435
Total du risque de crédit	59 448 461 \$	19 784 724 \$	33 %	19 060 910 \$
Risque de position lié au taux d'intérêt		644 425 \$		926 875 \$
Risque de devise		109 425		66 100
Exigences supplémentaires liées à d'autres risques ⁽²⁾		122 825		4 363
Total du risque de marché		876 675 \$		997 338 \$
Risque opérationnel⁽³⁾		730 224 \$		702 217 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques		21 391 623 \$		20 760 465 \$
Actifs pondérés en fonction des risques (APR) après les dispositions transitoires pour la charge d'ajustement de l'évaluation de crédit (AEC)⁽⁴⁾				
APR pour les fonds propres de la catégorie 1A		21 088 825 \$		20 421 403 \$
APR pour les fonds propres de la catégorie 1		21 147 703		20 487 332
APR pour le total des fonds propres		21 198 169		20 543 842

⁽¹⁾ Exposition nette après l'atténuation du risque de crédit (déduction faite des provisions spécifiques selon l'approche standard, mais non selon l'approche des notations internes, conformément à la ligne directrice de l'AMF).

⁽²⁾ Les autres risques comprennent le risque de position lié aux titres de propriété, le risque lié aux produits de base et le risque lié aux expositions sur les options.

⁽³⁾ L'approche indicateur de base a été utilisée pour évaluer le risque opérationnel.

⁽⁴⁾ Les facteurs scalaires utilisés pour tenir compte des exigences relatives à la charge AEC sont appliqués progressivement au calcul des ratios de fonds propres de la catégorie 1A et de la catégorie 1 ainsi qu'au calcul du ratio du total des fonds propres depuis le 1^{er} janvier 2014. Ils sont respectivement de 64 %, de 71 % et de 77 %, tout comme en 2015. Ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de capital d'ici 2019.

ARRANGEMENTS HORS BILAN**Entités structurées**

La Caisse centrale procède à diverses opérations financières avec des entités structurées dans le cours normal de ses affaires afin de diversifier ses sources de financement et de gérer son capital. Ces entités sont habituellement créées dans un objectif précis et bien défini, et leurs activités sont souvent limitées. Il est fréquent que leurs capitaux propres soient insuffisants pour leur permettre de financer leurs activités sans devoir recourir à un soutien financier subordonné ou elles ont souvent recours à du financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat. Ces entités peuvent être incluses dans le bilan consolidé de la Caisse centrale si celle-ci en détient le contrôle. Les détails concernant les expositions significatives à des entités structurées non incluses dans le bilan consolidé de la Caisse centrale sont fournis ci-dessous. La note complémentaire 10 « Intérêts détenus dans d'autres entités » des états financiers consolidés annuels contient plus de renseignements sur les entités structurées.

Titrisation d'actifs financiers de la Caisse centrale

La Caisse centrale participe au Programme des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) pour gérer ses liquidités et ses fonds propres. Les opérations effectuées dans le cadre de ce programme exigent l'utilisation d'une entité structurée mise en place par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC), soit la Fiducie du Canada pour l'habitation (FCH). La note complémentaire 8 « Décomptabilisation d'actifs financiers » des états financiers consolidés annuels contient plus de renseignements sur les actifs financiers cédés par la Caisse centrale dans le cadre des opérations de titrisation. Au 31 mars 2016, l'encours des titres hypothécaires adossés émis par la Caisse centrale et vendus à la FCH totalisait 6,6 G\$, un montant identique au 31 décembre 2015.

GESTION DES RISQUES

GESTION DES RISQUES

L'objectif de la Caisse centrale en matière de gestion des risques est d'optimiser la relation risque-rendement dans le respect des niveaux de tolérance établis en élaborant et en appliquant des stratégies, des encadrements, des pratiques ainsi que des processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble de ses activités. À cet égard, la Caisse centrale s'est dotée d'un Cadre de gestion intégrée des risques qui vise, entre autres, à donner à sa haute direction et au conseil d'administration un niveau de confiance et de confort approprié quant à la compréhension et à la gestion de la gamme complète des risques liés à l'atteinte de ses objectifs.

Ce cadre de gestion des risques est cohérent avec celui du Mouvement et couvre l'ensemble des activités de la Caisse centrale. Tout comme le Mouvement, la Caisse centrale privilégie une approche globale et coordonnée pour gérer ses risques de façon intégrée, c'est-à-dire en tenant compte des interrelations et des interdépendances entre les différents risques.

La Caisse centrale est exposée à différents risques dans le cours normal de ses activités, notamment au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité, au risque opérationnel, au risque stratégique, au risque de réputation, au risque lié aux régimes de retraite, au risque environnemental ainsi qu'au risque lié à l'environnement réglementaire et juridique.

La gestion rigoureuse et efficace de ces risques constitue une priorité pour la Caisse centrale et vise à soutenir ses grandes orientations, entre autres, à l'égard de sa solidité financière et de sa croissance soutenue et rentable dans le respect des exigences réglementaires. La Caisse centrale considère les risques comme des éléments indissociables de son développement et, par conséquent, cherche à promouvoir une culture au sein de laquelle la gestion des risques est une responsabilité qui incombe à chacun de ses secteurs d'activité, de ses employés et de ses gestionnaires.

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2016, la structure de gouvernance, les encadrements et les pratiques de la Caisse centrale en matière de gestion des risques de même que la nature et la description des risques auxquels la Caisse centrale est exposée (y compris le risque stratégique, le risque de réputation, le risque lié aux régimes de retraite, le risque environnemental ainsi que le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique) n'ont pas changé de façon significative par rapport à ce qui est présenté aux pages 26 à 48 du rapport annuel 2015.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de pertes découlant du manquement d'un emprunteur, d'un garant, d'un émetteur ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations contractuelles figurant ou non au bilan consolidé.

La Caisse centrale est exposée au risque de crédit par ses prêts directs aux entreprises, aux secteurs publics et parapublics et aux particuliers. De plus, elle est exposée par divers autres engagements, dont les lettres de crédit et les opérations portant sur les instruments financiers dérivés et les valeurs mobilières.

Qualité du portefeuille de prêts

La Caisse centrale continue de présenter un portefeuille de prêts de grande qualité. Au 31 mars 2016, l'encours des prêts douteux bruts se chiffrait à 9,9 M\$, en baisse de 0,4 M\$, depuis le 31 décembre 2015. Le ratio des prêts douteux bruts, exprimé en pourcentage du portefeuille total de prêts et acceptations bruts, s'établissait à 0,03 % au terme du premier trimestre de 2016, soit un résultat comparable au ratio enregistré au 31 décembre 2015.

Les provisions individuelles pour pertes sur prêts, qui totalisaient 1,6 M\$ au 31 mars 2016, ont permis d'obtenir un taux global de couverture de 16,6 % du portefeuille de prêts douteux bruts, alors que ce ratio était de 14,7 % au 31 décembre 2015.

Quant à la provision collective, elle s'établissait à 65,4 M\$ au 31 mars 2016, en baisse par rapport à celle de 67,7 M\$ enregistrée à la fin de 2015. De plus, une provision liée au risque relatif à des arrangements hors bilan de 53,2 M\$ au 31 mars 2016 a été comptabilisée au poste « Autres passifs – Autres » du bilan consolidé, comparativement à 56,5 M\$ au 31 décembre 2015. Ces baisses ont été occasionnées par l'évolution favorable des paramètres utilisés dans le modèle d'évaluation de la provision collective et de la provision pour les éléments hors bilan, compensée en partie par la comptabilisation de provisions pour pertes sur créances pour des expositions affectées par la baisse des prix du pétrole. La provision collective reflète la meilleure estimation quant aux provisions pour pertes sur les prêts qui n'ont pas encore été désignés comme étant des prêts douteux sur le plan individuel.

PRÊTS DOUTEUX BRUTS PAR CATÉGORIES D'EMPRUNTEURS

(en milliers de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2016				Au 31 décembre 2015
	Prêts et acceptations bruts	Prêts douteux bruts	Provisions individuelles pour pertes sur prêts	Prêts douteux nets	Prêts douteux nets
Membres et autres entités du réseau Desjardins	28 452 177 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Particuliers	1 407 612	2 040	55	1 985	2 511
Entreprises et gouvernements	8 259 313	7 860	1 589	6 271	6 256
Total	38 119 102 \$	9 900 \$	1 644 \$	8 256 \$	8 767 \$
En pourcentage des prêts et acceptations bruts		0,03 %		0,02 %	0,02 %

TAUX DE COUVERTURE INDIVIDUELLE

(en pourcentage)	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Particuliers	2,7 %	2,0 %
Entreprises et gouvernements	20,2	19,0
Taux de couverture du portefeuille de prêts douteux bruts	16,6	14,7

Risque de contrepartie et d'émetteur

Le risque de contrepartie et d'émetteur est un risque de crédit relatif à divers types de transactions portant sur des valeurs mobilières, des instruments financiers dérivés et des prêts de valeurs.

Le Bureau de la gestion des risques (BGR) du Mouvement détermine les montants maximaux d'exposition par contrepartie et par émetteur à partir de critères quantitatifs et qualitatifs. Ces montants sont par la suite alloués aux différentes composantes, y compris la Caisse centrale, en fonction de leurs besoins.

La Caisse centrale est principalement exposée au risque que représentent les différents ordres de gouvernements canadiens, les entités publiques ou parapubliques québécoises et les grandes banques canadiennes. La cote de crédit de la plupart de ces contreparties et émetteurs est égale ou supérieure à A-. L'exposition de la Caisse centrale aux institutions financières européennes et américaines est faible et son exposition à la dette souveraine est concentrée au Canada et aux États-Unis.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur d'instruments financiers découlant d'une fluctuation des paramètres affectant cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit et leur volatilité.

La Caisse centrale est principalement exposée au risque de marché en raison de ses positions découlant de ses activités traditionnelles de financement et de négociation. Elle a adopté des politiques décrivant les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion du risque de marché.

Gestion du risque structurel de taux d'intérêt

La Caisse centrale est exposée au risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond aux répercussions éventuelles des fluctuations de ces taux sur le revenu net d'intérêts et la valeur économique de l'avoir des membres. Ce risque est la principale composante du risque de marché en ce qui a trait aux activités bancaires traditionnelles de la Caisse centrale autres que de négociation telles que l'acceptation de dépôts et l'octroi de prêts, ainsi qu'aux portefeuilles de valeurs mobilières qu'elle détient à des fins de placements à long terme et comme réserve de liquidités.

La sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt est fonction de la date d'échéance des éléments d'actif et de passif et des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque structurel de taux d'intérêt ou, si elle est plus proche, de leur date de renégociation. La situation présentée reflète la position à la date indiquée, qui peut changer de façon importante au cours des trimestres subséquents selon les préférences des membres et des clients de la Caisse centrale et selon l'application des politiques sur la gestion du risque structurel de taux d'intérêt.

Certains postes du bilan consolidé sont considérés comme des instruments non sensibles aux taux d'intérêt, notamment les prêts improductifs, les dépôts ne portant pas intérêt, les dépôts sans échéance portant intérêt dont le taux d'intérêt n'est pas indexé selon un taux spécifique (comme le taux préférentiel) et l'avoir des membres. Les pratiques de gestion de la Caisse centrale reposent, comme l'exigent ses politiques, sur des hypothèses prudentes quant au profil d'échéance utilisé dans ses modèles pour établir la sensibilité de ces instruments aux taux d'intérêt.

Afin d'atténuer ces risques, une gestion saine et prudente est exercée pour optimiser le revenu net d'intérêts tout en minimisant l'incidence défavorable des mouvements des taux d'intérêt. Les politiques élaborées décrivent les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion de ce risque. L'utilisation de simulations permet de mesurer l'effet de différentes variables sur l'évolution du revenu net d'intérêts et sur la valeur économique de l'avoir des membres.

Le comité de gestion de l'actif et du passif du Mouvement Desjardins (comité actif-passif) a la responsabilité d'analyser et d'entériner mensuellement la stratégie d'appariement globale dans le respect des paramètres définis par les politiques de gestion du risque structurel de taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts sur le portefeuille autre que de négociation, d'une augmentation et d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêts et sur la valeur économique de l'avoir des membres de la Caisse centrale.

SENSIBILITÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT (AVANT IMPÔTS)

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015		Au 31 mars 2015	
	Revenu net d'intérêts ⁽¹⁾	Valeur économique de l'avoir des membres ⁽²⁾	Revenu net d'intérêts ⁽¹⁾	Valeur économique de l'avoir des membres ⁽²⁾	Revenu net d'intérêts ⁽¹⁾	Valeur économique de l'avoir des membres ⁽²⁾
Incidence d'une augmentation des taux d'intérêt de 100 points de base	40 \$	2 109 \$	5 172 \$	(3 503) \$	(422) \$	(6 914) \$
Incidence d'une diminution des taux d'intérêt de 100 points de base ⁽³⁾	(41 076)	(1 398)	(35 299)	23 263	(23 738)	6 488

⁽¹⁾ Représente la sensibilité aux taux d'intérêt du revenu net d'intérêts pour les 12 prochains mois.

⁽²⁾ Représente la sensibilité de la valeur actualisée des actifs, des passifs et des instruments hors bilan.

⁽³⁾ Les résultats de l'incidence d'une diminution des taux d'intérêt prennent en considération l'utilisation d'un plancher pour ne pas avoir de taux d'intérêt négatif.

Gestion du risque de change

Le risque de change correspond au risque que la valeur réelle ou prévue des éléments d'actif libellés en une devise étrangère soit supérieure ou inférieure à celle des éléments de passif libellés en cette même devise.

Dans certaines situations particulières, la Caisse centrale peut s'exposer au risque de change lié notamment au dollar américain et à l'euro. Cette exposition provient surtout de ses activités d'intermédiation avec les membres et les clients, de financement et de placement. Une politique du Mouvement sur le risque de marché a établi des limites d'exposition au risque de change et un suivi est effectué par le BGR du Mouvement Desjardins. De plus, la Caisse centrale utilise, entre autres, des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et des swaps de devises en vue de lui permettre de bien contrôler ce risque. L'exposition résiduelle de la Caisse centrale à ce risque est faible considérant qu'elle réduit son risque de change à l'aide d'instruments financiers dérivés.

Gestion du risque de marché lié aux activités de négociation – Valeur à risque

La gestion du risque de marché des portefeuilles de négociation est effectuée quotidiennement et elle est encadrée par une politique spécifique. Cette politique précise les facteurs de risque qui doivent être mesurés ainsi que la limite attribuable à chacun de ces facteurs et au total. Des limites de tolérance sont également prévues pour les différentes simulations de crise. Le respect de ces limites est suivi quotidiennement et un tableau de bord sur le risque de marché est produit chaque jour et expédié à la haute direction. Tout dépassement de limites est analysé immédiatement et les actions appropriées sont prises à son égard.

Le principal outil qui sert à mesurer ce risque est la « Valeur à risque » (VaR). La VaR constitue une estimation de la perte potentielle sur un certain intervalle de temps et selon un niveau de confiance donné. Une VaR Monte Carlo, avec un niveau de confiance de 99 %, est calculée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation sur un horizon de détention d'un jour. Il est donc raisonnable de prévoir une perte excédant la VaR une fois tous les 100 jours. Le calcul de la VaR se fait à partir de données historiques sur un intervalle d'un an.

En plus de la VaR globale, la Caisse centrale calcule également une VaR globale en période de tension. Cette dernière est calculée de la même manière que la VaR globale, sauf en ce qui concerne l'utilisation des données historiques. Ainsi, au lieu d'utiliser l'intervalle de la dernière année, la VaR globale en période de tension prend en compte les données historiques d'une période de crise d'un an, soit celle débutant en septembre 2008.

Le tableau suivant présente la VaR globale et la VaR globale en période de tension des activités de négociation par catégories de risques ainsi que l'effet de diversification. Le risque de taux d'intérêt, le risque spécifique de taux d'intérêt et le risque de change représentent les trois catégories de risques auxquelles est exposée la Caisse centrale. Ces facteurs de risque sont pris en compte dans la mesure du risque de marché du portefeuille de négociation. Ils sont reflétés dans le tableau de la VaR présenté ci-dessous. La définition du portefeuille de négociation répond aux différents critères définis dans l'Accord de Bâle.

VaR PAR CATÉGORIES DE RISQUES (PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION)

(en milliers de dollars)	Pour le trimestre terminé le 31 mars 2016				Pour les trimestres terminés le			
					31 décembre 2015		31 mars 2015	
	Au 31 mars 2016	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 décembre 2015	Moyenne	Au 31 mars 2015	Moyenne
Change	681 \$	239 \$	681 \$	99 \$	82 \$	228 \$	337 \$	449 \$
Taux d'intérêt	1 658	1 010	1 689	694	754	1 129	2 180	1 278
Risque spécifique de taux d'intérêt ⁽¹⁾	2 406	2 425	2 722	1 887	2 591	3 147	4 554	2 562
Effet de diversification ⁽²⁾	(2 888)	(2 626)	s. o. ⁽³⁾	s. o. ⁽³⁾	(2 671)	(3 331)	(4 880)	(2 935)
VaR globale	1 857 \$	1 048 \$	1 857 \$	718 \$	756 \$	1 173 \$	2 191 \$	1 354 \$
VaR globale en période de tension	7 703 \$	5 092 \$	7 960 \$	2 758 \$	2 890 \$	4 886 \$	9 281 \$	5 773 \$

⁽¹⁾ Le risque spécifique est le risque directement lié à l'émetteur d'un titre financier, indépendamment des événements de marché. Une approche portefeuille est utilisée pour distinguer le risque spécifique du risque général de marché. Cette approche consiste à créer un sous-portefeuille qui contient les positions comportant un risque spécifique d'émetteur, comme les provinces, les municipalités et les sociétés, et un sous-portefeuille qui contient les positions considérées comme sans risque d'émetteur, comme le gouvernement dans sa devise locale.

⁽²⁾ Représente la réduction du risque liée à la diversification, soit la différence entre la somme des VaR des différents risques de marché et la VaR globale.

⁽³⁾ Le haut et le bas des différentes catégories de risques de marché peuvent se rapporter à différentes dates.

La moyenne de la VaR globale du portefeuille de négociation a été de 1,0 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en baisse de 0,1 M\$ par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2015. Cette diminution s'explique principalement par une baisse de 0,1 M\$ de la moyenne de la VaR associée aux taux d'intérêt. Quant à la moyenne de la VaR globale en période de tension, elle a été de 5,1 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2016, en hausse de 0,2 M\$ par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2015. Il est à noter qu'il n'y a eu aucun changement de modèle ni d'hypothèse au cours des périodes présentées.

La VaR globale et la VaR globale en période de tension sont des mesures appropriées d'un portefeuille de négociation, mais elles doivent être interprétées en tenant compte de certaines limites, notamment les suivantes :

- ces mesures ne permettent pas de prédire les pertes futures si les fluctuations réelles du marché diffèrent sensiblement de celles qui ont été utilisées pour effectuer les calculs;
- ces mesures servent à déterminer les pertes potentielles pour une période de détention d'un jour et non les pertes liées aux positions qui ne peuvent être liquidées ou couvertes durant cette période d'un jour;
- ces mesures ne donnent pas d'information sur les pertes potentielles au-delà du niveau de confiance choisi de 99 %.

Compte tenu de ces limites, le processus de surveillance des activités de négociation au moyen de la VaR est complété par des simulations de crise et l'établissement de limites à cet égard.

Contrôle ex post

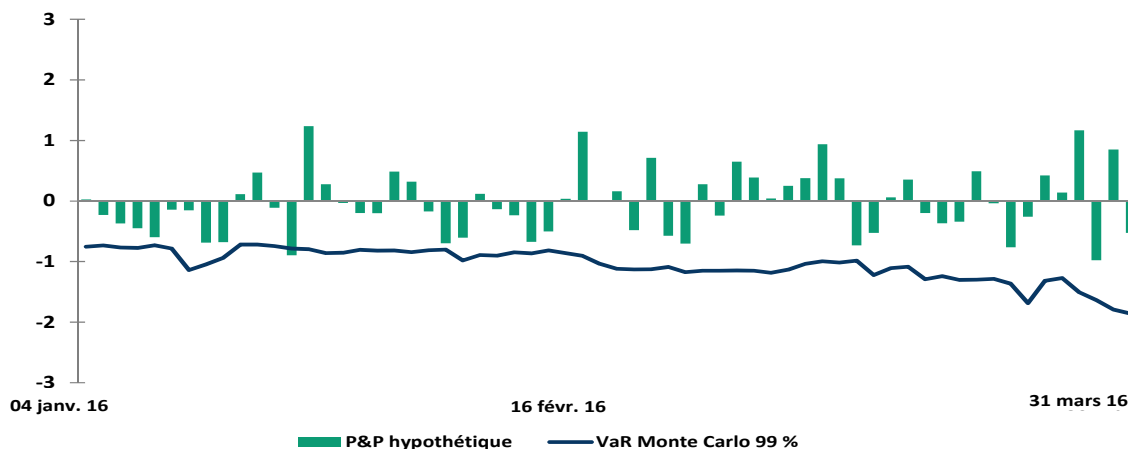
Afin de valider le modèle de la VaR, un contrôle ex post, soit la comparaison quotidienne de la VaR avec le profit ou la perte (P&P) des portefeuilles, est effectué afin de s'assurer que les résultats hypothétiques correspondent statistiquement à ceux du modèle de la VaR. De plus, une unité indépendante de validation en modélisation effectue annuellement des travaux sur ce modèle.

La Caisse centrale effectue quotidiennement un contrôle ex post avec un P&P hypothétique sur ses portefeuilles de négociation. Le P&P hypothétique est calculé au moyen de l'établissement de la différence de valeur attribuable aux changements dans les conditions de marché entre deux jours consécutifs. La composition des portefeuilles entre ces deux jours demeure statique.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution de la VaR des activités de négociation ainsi que les P&P hypothétiques liés à ces activités. Au cours du premier trimestre de 2016, un dépassement du P&P hypothétique de 0,1 M\$ a eu lieu le 20 janvier 2016. Ce dépassement est attribuable à la hausse de 11 % du baril de pétrole et à la baisse de 2 % de la devise américaine par rapport à la devise canadienne.

VaR PAR RAPPORT AU P&P HYPOTHÉTIQUE DES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

(en millions de dollars)



Simulations de crise

Certains événements ayant une faible probabilité de réalisation et pouvant avoir des répercussions considérables sur les portefeuilles de négociation se produisent à l'occasion. Ces événements de queue de distribution sont le résultat de situations extrêmes. L'utilisation d'un programme de simulations de crise est nécessaire en vue d'évaluer l'impact de ces situations potentielles.

Le programme de simulations de crise pour les portefeuilles de négociation inclut des scénarios historiques, hypothétiques et de sensibilités. Ces scénarios se basent notamment sur des événements comme les attentats du 11 septembre 2001 ou la crise de crédit de 2008. Ces simulations permettent de faire le suivi de la variation de la valeur marchande des positions détenues à la suite de la réalisation de ces différents scénarios. La plupart de ces simulations de crise sont de type prédictif. Ainsi, pour une solution donnée, des chocs sont appliqués à certains facteurs de risque (taux d'intérêt, taux de change, produits de base), et les effets de ces chocs sont transmis à l'ensemble des facteurs de risque en tenant compte des corrélations historiques. La réalisation de chacune de ces simulations est considérée comme indépendante par rapport aux autres. De plus, certaines simulations font l'objet d'un suivi de limite. Les résultats de ces simulations sont analysés et communiqués quotidiennement au moyen d'un tableau de bord conjointement avec le calcul de la VaR afin de détecter la vulnérabilité à de tels événements. Le programme de simulations est révisé périodiquement afin d'assurer qu'il demeure d'actualité.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond au risque lié à la capacité de la Caisse centrale de réunir les fonds nécessaires (par augmentation du passif ou conversion de l'actif) pour faire face à une obligation financière figurant ou non au bilan consolidé.

La Caisse centrale est exposée au risque de liquidité en tant que trésorier du Mouvement Desjardins. La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir au Mouvement Desjardins, en temps opportun et de façon rentable, l'accès aux fonds nécessaires pour honorer ses engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles, tant en situation normale qu'en situation de crise. La gestion de ce risque se traduit par le maintien d'un niveau suffisant de titres liquides, un approvisionnement en fonds stable et diversifié, un suivi d'indicateurs et un plan de contingence en cas de crise de liquidités.

La gestion du risque de liquidité constitue un volet clé de la stratégie globale de gestion des risques. Le Mouvement et la Caisse centrale ont établi des politiques décrivant les principes, les limites, les seuils d'appétit et de tolérance au risque ainsi que les mécanismes applicables à la gestion du risque de liquidité. Ces politiques sont revues régulièrement afin d'assurer leur concordance avec le contexte opérationnel et les conditions de marché. Elles sont également mises à jour en fonction des exigences des organismes de réglementation et des saines pratiques en matière de gestion du risque de liquidité.

La mise en œuvre de l'Accord de Bâle III renforce les exigences internationales minimales de liquidité au moyen de l'application du ratio de liquidité à court terme (LCR), du ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) et des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF). Le Mouvement Desjardins produit déjà ces deux ratios ainsi que les NCCF conformément à sa politique sur la gestion du risque de liquidité et les présente régulièrement à l'AMF. Les exigences réglementaires liées au ratio NSFR devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Le Mouvement entend respecter le ratio NSFR à son entrée en vigueur.

En vertu de l'application des règles de calcul élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et reconduites dans la ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance des liquidités de l'AMF, le Mouvement Desjardins présente un ratio LCR moyen de 121,6 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2016 comparativement à un ratio de 119,4 % pour le trimestre précédent. L'AMF exige qu'en l'absence de période de tension, la valeur de ce ratio ne soit pas inférieure à 100 %. Ce ratio est géré proactivement par la Trésorerie du Mouvement Desjardins et le maintien d'un niveau d'actifs liquides de haute qualité assure une couverture adéquate des sorties de fonds théoriques associées au scénario de crise standardisé dans le cadre de l'Accord de Bâle III. Les principales sources de sorties de fonds théoriques du Mouvement Desjardins proviennent de retraits massifs potentiels des dépôts par les membres des caisses ainsi que d'un assèchement brusque des sources de financement institutionnel à court terme utilisées au jour le jour par le Mouvement.

La Trésorerie du Mouvement Desjardins s'assure de la stabilité et de la diversité des sources d'approvisionnement en fonds institutionnels selon leur type, leur provenance et leur échéance. Elle utilise un éventail de produits financiers et de programmes d'emprunt sur différents marchés pour ses besoins de financement.

De plus, le Mouvement procède à l'émission d'obligations sécurisées et à la titrisation des prêts assurés par la SCHL dans le cadre de ses opérations courantes. Le Mouvement Desjardins est aussi admissible aux différents programmes d'intervention administrés par la Banque du Canada de même qu'aux facilités de prêts visant des avances au titre de l'aide d'urgence. Il est à noter que le gouvernement fédéral a adopté un projet de loi qui modifie plusieurs lois fédérales pour limiter les moyens d'intervention fédéraux à l'endroit des sociétés coopératives de crédit provinciales. Ces modifications ne sont pas actuellement en vigueur. Pour des renseignements supplémentaires, se référer à la section « Évolution du contexte réglementaire » de ce rapport de gestion.

Mesure et suivi du risque de liquidité

Le Mouvement Desjardins établit ses besoins de liquidités au moyen de la revue de ses activités courantes et de l'évaluation de ses prévisions futures pour ce qui est de la croissance du bilan et des conditions de financement institutionnel. Il utilise différentes analyses pour établir le niveau de liquidités réel des actifs et la stabilité des passifs sur la base des comportements observés ou des échéances contractuelles. Le maintien de réserves de liquidités composées d'actifs de haute qualité est nécessaire pour compenser d'éventuelles sorties de fonds découlant d'un dérèglement des marchés financiers ou d'événements qui limiteraient son accès au financement ou se traduiraient en retraits massifs des dépôts.

Les niveaux minimaux d'actifs liquides que doivent maintenir le Mouvement, le réseau des caisses et la Caisse centrale Desjardins sont précisément prescrits par des politiques. La gestion quotidienne de ces valeurs mobilières et le niveau des réserves à maintenir font l'objet d'une gestion centralisée à la Trésorerie du Mouvement Desjardins et sont suivis par le secteur de la Gestion des risques sous la supervision du comité de gestion Finances et Risques. Les titres admissibles aux réserves de liquidités doivent respecter des critères élevés de sécurité et de négociabilité et fournir l'assurance de leur suffisance lors d'une éventuelle crise de liquidités sévère. Les valeurs mobilières détenues sont constituées en majorité de titres des gouvernements canadiens.

En plus des ratios imposés sur une base réglementaire, un programme de scénarios de crise est mis en place à l'échelle du Mouvement Desjardins. Ce programme intègre les concepts mis de l'avant dans le document *Bâle III : dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité* publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ces scénarios basés sur une décote du Mouvement combinée à un choc sur les marchés financiers permettent :

- d'évaluer l'ampleur, sur une période d'un an, des sorties de fonds potentielles en situation de crise;
- de mettre en place des ratios et des niveaux de liquidités à maintenir pour l'ensemble du Mouvement Desjardins;
- d'évaluer le coût marginal potentiel de tels événements en fonction du type, de la sévérité et du niveau de la crise.

Ces calculs sont effectués quotidiennement afin d'assurer que les seuils de liquidité à maintenir en fonction des scénarios de crise sont respectés.

Sources de refinancement

Le financement de base, qui inclut le capital et un portefeuille diversifié de dépôts, constitue l'assise sur laquelle repose la position de liquidité de la Caisse centrale. Le financement de gros diversifié tant par les programmes utilisés que par l'étalement des échéances contractuelles permet le maintien de hauts ratios de liquidité réglementaire tout en assurant leur stabilité. Le total des dépôts présentés au bilan consolidé s'élevait à 45,0 G\$ au 31 mars 2016, en hausse de 3,2 G\$ depuis le 31 décembre 2015. Des informations additionnelles sur les dépôts sont présentées à la section « Revue du bilan » de ce rapport de gestion.

Le tableau suivant représente les durées à l'échéance résiduelle du financement de gros.

DURÉES À L'ÉCHÉANCE RÉSIDUELLE DU FINANCEMENT DE GROS

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2016								Au 31 décembre 2015
	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Total – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Billets à escompte au porteur	1 677 943 \$	396 125 \$	15 276 \$	30 119 \$	2 119 463 \$	- \$	- \$	2 119 463 \$	2 169 851 \$
Papier commercial	4 662 147	3 275 860	32 405	-	7 970 412	-	-	7 970 412	7 068 954
Billets à moyen terme	-	-	-	1 156 531	1 156 531	6 107 506	4 172 297	11 436 334	10 204 992
Titrisation de créances hypothécaires	-	809 093	-	672 687	1 481 780	1 602 875	4 950 233	8 034 888	7 620 009
Obligations sécurisées	-	-	-	1 946 917	1 946 917	-	4 421 302	6 368 219	7 954 442
Total	6 340 090 \$	4 481 078 \$	47 681 \$	3 806 254 \$	14 675 103 \$	7 710 381 \$	13 543 832 \$	35 929 316 \$	35 018 248 \$
dont :									
Garantis	- \$	809 093 \$	- \$	2 619 604 \$	3 428 697 \$	1 602 875 \$	9 371 535 \$	14 403 107 \$	15 574 451 \$
Non garantis	6 340 090	3 671 985	47 681	1 186 650	11 246 406	6 107 506	4 172 297	21 526 209	19 443 797

Le total du financement de gros a augmenté de 0,9 G\$ par rapport au 31 décembre 2015. Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des billets à moyen terme et du papier commercial, compensée en partie par la diminution des obligations sécurisées.

De plus, la Caisse centrale diversifie ses sources de refinancement afin de limiter sa dépendance à une devise. Le tableau « Financement de gros par devises » présente la répartition des emprunts sur les marchés par devises. Ces fonds sont principalement obtenus par l'intermédiaire de billets à court et à moyen termes, de la titrisation de créances hypothécaires et des obligations sécurisées.

FINANCEMENT DE GROS PAR DEVISES

(en milliers de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
Dollars canadiens	14 511 120 \$	40,4 %	14 081 204 \$	40,2 %
Dollars américains	12 456 740	34,7	13 498 584	38,6
Autres	8 961 456	24,9	7 438 460	21,2
	35 929 316 \$	100,0 %	35 018 248 \$	100,0 %

Programmes et stratégies de refinancement

À titre de trésorier du Mouvement Desjardins, la Caisse centrale répond aux besoins des membres et des clients de l'organisation. La mise en œuvre de stratégies appropriées pour déterminer, mesurer et gérer les risques est sa principale priorité, et ces stratégies sont encadrées par des politiques. Au cours du premier trimestre de 2016, la Caisse centrale a réussi à maintenir un niveau de liquidités suffisant pour répondre aux besoins du Mouvement grâce à la rigueur de sa politique de trésorerie et à la solidité de ses refinancements institutionnels.

En vue de tirer parti d'un refinancement à long terme au coût le plus avantageux sur le marché, la Caisse centrale maintient sa présence dans le marché de la titrisation de créances hypothécaires garanties par le gouvernement fédéral dans le cadre du Programme des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). De plus, pour s'assurer un refinancement stable, elle diversifie ses sources provenant des marchés institutionnels. Ainsi, elle a régulièrement recours au marché des capitaux lorsque les conditions sont favorables et procède, au besoin, à des émissions publiques et privées de billets à terme sur les marchés canadien, américain et européen.

Les principaux programmes utilisés actuellement par la Caisse centrale sont les suivants :

PRINCIPAUX PROGRAMMES DE REFINANCEMENT

Au 31 mars 2016

Programmes de refinancement	Montant maximal autorisé
Billets à moyen terme (canadiens)	7 milliards de dollars
Obligations sécurisées (multidevises)	5 milliards d'euros ⁽¹⁾
Billets à court terme (européens)	3 milliards d'euros
Billets à court terme (américains)	10 milliards de dollars US
Billets à moyen terme (multidevises)	7 milliards d'euros

⁽¹⁾ Le montant maximal autorisé couvre le Programme d'obligations sécurisées structuré (2011) et le Programme d'obligations sécurisées législatif (2014) de la Caisse centrale.

La Caisse centrale a par ailleurs participé à de nouvelles émissions dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH, avec une participation totale de 415,0 M\$ au cours du premier trimestre de 2016. Durant la même période, elle a également procédé à une émission par l'entremise de son programme de billets à moyen terme multidevises d'un montant total de 1,0 G d'euros sur le marché européen.

L'encours des émissions effectuées dans le cadre de programmes de refinancement à moyen terme de la Caisse centrale s'élevait à 25,8 G\$ au 31 mars 2016, soit le même montant qu'au 31 décembre 2015. L'encours de ces émissions est présenté au bilan consolidé, au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements ».

L'ensemble de ces transactions a permis de répondre adéquatement aux besoins de liquidités du Mouvement Desjardins, de diversifier encore mieux ses sources de financement et d'en allonger davantage le terme moyen.

Cotes de crédit des titres émis

Les cotes de crédit de la Caisse centrale ont une incidence sur sa capacité à accéder aux sources de financement auprès des marchés financiers de même que sur les conditions de ce financement. Elles contribuent au renforcement de la crédibilité et de la réputation du Mouvement Desjardins auprès des investisseurs institutionnels et des contreparties.

Les agences de notation attribuent les cotes de crédit et les perspectives qui s'y rattachent en fonction de leur propre méthodologie, qui comprend plusieurs critères d'analyse comme la capitalisation et la qualité des actifs, mais également des facteurs qui ne sont pas sous le contrôle du Mouvement. Les agences évaluent principalement le Mouvement Desjardins sur une base cumulée puisque les cotes de crédit de la Caisse centrale sont adossées à la solidité financière du Mouvement. Les agences reconnaissent la capitalisation du Mouvement Desjardins, la stabilité de ses excédents d'exploitation, ses importantes parts de marché au Québec et la qualité de ses actifs.

Au cours de 2015, les agences de notation Fitch, DBRS, Moody's et Standard & Poor's (S&P) ont toutes confirmé les cotes de crédit des titres de la Caisse centrale. Le 25 janvier 2016, Fitch a de nouveau confirmé les cotes, assorties d'une perspective stable.

La perspective attribuée aux cotes de la Caisse centrale par S&P est également stable, alors que celles apposées par DBRS et Moody's à la Caisse centrale et aux six grandes banques canadiennes demeurent négatives. DBRS et Moody's expliquent leur décision d'apposer une perspective négative aux cotes de la Caisse centrale, et à celles des six grandes banques canadiennes, par l'incertitude entourant le maintien du soutien gouvernemental aux institutions financières d'importance systémique en lien avec le régime de recapitalisation interne proposé par le gouvernement canadien.

La Caisse centrale continue de bénéficier de cotes de crédit de première qualité qui figurent parmi les meilleures des grandes institutions bancaires canadiennes et internationales.

COTES DE CRÉDIT DES TITRES ÉMIS

	DBRS	STANDARD & POOR'S	MOODY'S	FITCH
Court terme	R-1 (élevé)	A-1	P-1	F1+
Moyen et long termes de premier rang	AA	A+	Aa2	AA-

Le Mouvement surveille régulièrement le niveau d'obligations additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas de baisse des cotes de crédit de la Caisse centrale. Ce suivi permet au Mouvement d'évaluer l'incidence d'une telle baisse sur sa capacité de financement, d'effectuer des transactions dans le cours normal de ses opérations et de s'assurer qu'il détient les actifs liquides et les sûretés additionnelles pour s'acquitter de ses obligations. Dans l'éventualité où la cote de crédit de la Caisse centrale serait abaissée de trois niveaux par une ou plusieurs agences de notation, cette dernière serait dans l'obligation de fournir des garanties de 1,2 G\$ afin de respecter ses engagements liés au programme des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) restructurés dans l'Accord de Montréal. Lors d'une telle situation, la mise en garantie d'actifs diminuerait les réserves de liquidités de la Caisse centrale d'un montant équivalant à la valeur des garanties déposées, ces dernières se trouvant dès lors grevées et donc non utilisables. Ce montant demeurera en vigueur jusqu'à l'échéance de l'Accord de Montréal en janvier 2017.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des processus, à des personnes, à des systèmes internes ou à des événements extérieurs se soldant par des pertes, par la non-atteinte d'objectifs ou par des conséquences négatives sur la réputation.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité commerciale, aux activités internes et aux activités imparties. Il peut entraîner des pertes découlant principalement de vols et de fraudes, de dommages aux actifs corporels, d'actes non conformes à la réglementation ou à la législation, de dysfonctionnements des systèmes, d'accès non autorisés aux systèmes informatiques (ex. cybercriminalité) ainsi que de problèmes ou d'erreurs dans la gestion des processus. Bien que ce risque ne puisse être complètement éliminé, des mécanismes sont en place au sein du Mouvement, y compris la Caisse centrale, afin de le maintenir à un niveau acceptable.

Cadre de gestion du risque opérationnel

Le cadre de gestion du risque opérationnel permet d'assurer l'identification, la mesure, l'atténuation et le suivi de ce risque ainsi que l'intervention et la reddition de comptes le concernant, conformément à l'appétit et à la tolérance à ce risque de même qu'aux encadrements adoptés par le conseil d'administration. Il est appuyé par des principes directeurs qui établissent les fondements de la gestion du risque opérationnel.

Ce cadre est révisé annuellement afin d'assurer son adéquation et sa pertinence en fonction du profil de risque du Mouvement et de l'évolution des pratiques de l'industrie.

À l'instar de la tendance mondiale, le risque technologique est considéré comme un risque opérationnel important par le Mouvement. Afin de mieux gérer ce risque, un cadre de gestion spécifique a été mis en place. Ce cadre est cohérent avec le cadre de gestion du risque opérationnel et est soutenu par un cadre de contrôles spécifique.

INFORMATION ADDITIONNELLE LIÉE À L'EXPOSITION À CERTAINS RISQUES

Les tableaux suivants présentent des renseignements détaillés sur les instruments financiers plus complexes et plus risqués.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2016			Au 31 décembre 2015		
	Montants nominaux	Valeur positive	Valeur négative	Montants nominaux	Valeur positive	Valeur négative
Swaps sur défaillance de crédit ⁽¹⁾	294 805 \$	2 143 \$	- \$	307 600 \$	2 683 \$	- \$
Swaps sur rendement total ⁽²⁾	93 115	1 505	7 009	89 938	1 269	1 802

⁽¹⁾ Les swaps sur défaillance de crédit sont présentés au bilan consolidé comme des instruments financiers dérivés.

⁽²⁾ Ces montants excluent ceux qui ont été réalisés dans le cadre des activités de titrisation. Les swaps sur rendement total sont présentés au bilan consolidé comme des instruments financiers dérivés.

STRUCTURES DE FINANCEMENT À LEVIER ET PRÊTS À RISQUE

(en milliers de dollars)	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Structures de financement à levier ⁽¹⁾	257 970 \$	203 364 \$
Prêts à risque de la catégorie Alt-A ⁽²⁾	26 059	35 020
Prêts à risque sur créances hypothécaires résidentielles ⁽³⁾	1 931	2 020

⁽¹⁾ Les structures de financement à levier sont des prêts accordés aux grandes sociétés et à des sociétés de financement dont la cote de crédit se situe entre BB+ et D, et dont le niveau d'endettement est très élevé comparativement à celui des autres sociétés actives dans la même industrie.

⁽²⁾ Les prêts hypothécaires de catégorie Alt-A sont définis comme étant des prêts octroyés à des emprunteurs qui ne possèdent pas la documentation standard sur les revenus. Ces prêts sont présentés au bilan consolidé, au poste « Prêts – Particuliers », et sont évalués au coût amorti.

⁽³⁾ Ces prêts sont définis comme étant des prêts octroyés à des emprunteurs présentant un profil de risque de crédit élevé. Les prêts hypothécaires résidentiels à risque sont présentés au bilan consolidé, au poste « Prêts – Particuliers », et sont évalués au coût amorti.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

Au cours de la période intermédiaire terminée le 31 mars 2016, la Caisse centrale n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités. L'information sur les intervenants et leurs responsabilités liées à ces contrôles est présentée aux pages 49 et 50 du rapport annuel 2015.

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses affaires, la Caisse centrale offre des services financiers à ses parties liées, y compris ses sociétés associées et autres sociétés liées, et conclut des ententes visant des services d'exploitation avec elles. De plus, elle verse une rémunération à ses principaux dirigeants dans des conditions normales de marché.

La Caisse centrale a mis en place un processus afin d'obtenir l'assurance que ses opérations avec ses dirigeants et les personnes qui leur sont liées sont conclues dans des conditions de concurrence normale de même que conformément à l'encadrement législatif applicable à la Caisse centrale.

Les transactions entre parties liées sont expliquées à la note complémentaire 26 « Information relative aux parties liées » des états financiers consolidés annuels de la Caisse centrale, aux pages 112 et 113 du rapport annuel 2015.

MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

La description des méthodes comptables de la Caisse centrale est essentielle à la compréhension des états financiers consolidés annuels et intermédiaires. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers consolidés annuels de la Caisse centrale, aux pages 66 à 79 du rapport annuel 2015.

Certaines de ces méthodes revêtent une importance particulière quant à la présentation de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Caisse centrale du fait que la direction doit exercer des jugements et avoir recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, revenus et charges ainsi que sur l'information connexe. Les pages 50 à 54 du rapport annuel 2015 fournissent des explications sur les principales méthodes comptables qui ont nécessité que la direction porte des jugements difficiles, subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine.

Aucun changement significatif n'a été apporté à ces jugements, à ces estimations, à ces hypothèses et à ces méthodes comptables au cours des trois premiers mois de 2016.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les normes comptables qui ont été publiées par l'IASB, mais qui n'étaient pas encore en vigueur le 31 décembre 2015, sont présentées à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers consolidés annuels de la Caisse centrale du rapport annuel 2015. L'IASB a publié depuis la norme suivante :

IFRS 16, Contrats de location

L'IASB a publié en janvier 2016 l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplacera la norme actuelle IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. L'IFRS 16 introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, qui exige de comptabiliser au bilan des actifs et des passifs liés aux contrats de location pour la plupart de ces contrats, et élimine ainsi la distinction actuelle entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Pour le bailleur, la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement demeure similaire. La Caisse centrale évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

BILAN CONSOLIDÉ

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières		496 029 \$	389 404 \$
Valeurs mobilières	5		
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat		4 066 808	2 109 389
Titres disponibles à la vente		6 405 091	6 121 079
		10 471 899	8 230 468
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente		1 380 491	1 947 054
Prêts	6		
Membres et autres entités du réseau Desjardins		28 452 177	25 995 474
Particuliers		1 407 612	1 487 194
Entreprises et gouvernements		8 174 803	8 343 762
		38 034 592	35 826 430
Provision pour pertes sur prêts	6	(67 008)	(69 224)
		37 967 584	35 757 206
Autres actifs			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		84 510	376 130
Instruments financiers dérivés	9	3 588 175	4 524 141
Actifs d'impôt différé		50 032	52 024
Autres		853 173	565 328
		4 575 890	5 517 623
TOTAL DE L'ACTIF		54 891 893 \$	51 841 755 \$
PASSIF ET AVOIR DES MEMBRES			
PASSIF			
Dépôts	8		
Particuliers		141 436 \$	173 314 \$
Entreprises et gouvernements		39 606 411	39 061 774
Institutions de dépôts		5 229 774	2 575 057
		44 977 621	41 810 145
Autres passifs			
Acceptations		84 510	376 130
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert		948 281	984 040
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat		415 273	217 337
Instruments financiers dérivés	9	2 763 128	2 462 182
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies		41 138	37 200
Autres		2 544 682	2 835 926
		6 797 012	6 912 815
TOTAL DU PASSIF		51 774 633	48 722 960
AVOIR DES MEMBRES			
Capital social		3 087 206	3 087 206
Résultat non distribué		6 906	6 768
Cumul des autres éléments du résultat global	10	21 681	23 354
Réserve générale		1 467	1 467
TOTAL DE L'AVOIR DES MEMBRES		3 117 260	3 118 795
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR DES MEMBRES		54 891 893 \$	51 841 755 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil d'administration de la Caisse centrale Desjardins,

Guy Cormier
Président du conseil

Denis Paré, LL.L., D.D.N.
Vice-président du conseil

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT

(non audité)

		Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
(en milliers de dollars canadiens)	Note	2016	2015
REVENU D'INTÉRÊTS			
Prêts		185 303 \$	169 169 \$
Valeurs mobilières		43 572	39 280
		228 875	208 449
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Dépôts		138 949	129 560
		138 949	129 560
REVENU NET D'INTÉRÊTS		89 926	78 889
AUTRES REVENUS			
Frais de service sur les dépôts et les paiements		6 241	5 571
Revenus de change		10 299	15 219
Revenus nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat		9 039	23 528
Gains nets sur les titres disponibles à la vente		1 322	7 253
Commissions de crédit		2 059	1 411
Honoraires de gestion		994	974
Autres		505	430
		30 459	54 386
REVENU TOTAL		120 385	133 275
DOTATION À LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (RECOUVREMENT)	6	(4 995)	(3 779)
		125 380	137 054
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS			
Salaires et avantages sociaux		10 879	12 005
Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement		3 394	2 465
Ententes de services et impartition		17 196	13 596
Honoraires		2 209	4 130
Autres		8 060	5 529
		41 738	37 725
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AUTRES VERSEMENTS AU RÉSEAU DESJARDINS		83 642	99 329
Autres versements au réseau Desjardins		11 000	10 490
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		72 642	88 839
Impôts sur le résultat		18 991	22 233
Recouvrement des impôts relatifs à la rémunération sur le capital social		(16 886)	(21 560)
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE		70 537 \$	88 166 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2016	2015
Résultat net de la période	70 537 \$	88 166 \$
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)		
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement à l'état consolidé du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	(2 906)	556
	(2 906)	556
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état consolidé du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente		
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(439)	26 294
Reclassement à l'état consolidé du résultat des gains sur les titres disponibles à la vente	(980)	(5 434)
	(1 419)	20 860
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(171)	(286)
Reclassement à l'état consolidé du résultat des pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	315	395
	144	109
Gains (pertes) nets de change non réalisés sur conversion d'un investissement dans un établissement à l'étranger, déduction faite d'un gain de 1,6 M\$ (perte de 2,0 M\$ en 2015) sur les opérations de couverture	(398)	438
Total des autres éléments du résultat global	(4 579)	21 963
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	65 958 \$	110 129 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IMPÔTS SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La charge (le recouvrement) d'impôt relative à chaque composante des autres éléments du résultat global de la période est présentée dans le tableau suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2016	2015
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement à l'état consolidé du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	(1 058) \$	202 \$
	(1 058)	202
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état consolidé du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente		
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(216)	8 760
Reclassement à l'état consolidé du résultat des gains sur les titres disponibles à la vente	(342)	(1 819)
	(558)	6 941
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(59)	(96)
Reclassement à l'état consolidé du résultat des pertes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	110	132
	51	36
	(507)	6 977
Total de la charge (recouvrement) d'impôt	(1 565) \$	7 179 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE L'AVOIR DES MEMBRES

(non audité)

Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Résultat non distribué	Cumul des autres éléments du résultat global (note 10)	Réserve générale	Total de l'avoir des membres
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2015	3 087 206 \$	6 768 \$	23 354 \$	1 467 \$	3 118 795 \$
Résultat net de la période	-	70 537	-	-	70 537
Autres éléments du résultat global de la période	-	(2 906)	(1 673)	-	(4 579)
Résultat global de la période	-	67 631	(1 673)	-	65 958
Rémunération sur le capital social	-	(67 493)	-	-	(67 493)
SOLDE AU 31 MARS 2016	3 087 206 \$	6 906 \$	21 681 \$	1 467 \$	3 117 260 \$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014	2 787 206 \$	2 322 \$	25 069 \$	1 467 \$	2 816 064 \$
Résultat net de la période	-	88 166	-	-	88 166
Autres éléments du résultat global de la période	-	556	21 407	-	21 963
Résultat global de la période	-	88 722	21 407	-	110 129
Rémunération sur le capital social	-	(88 101)	-	-	(88 101)
SOLDE AU 31 MARS 2015	2 787 206 \$	2 943 \$	46 476 \$	1 467 \$	2 838 092 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

TABEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2016	2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat d'exploitation	72 642 \$	88 839 \$
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 119	1 343
Dotation à la provision pour pertes sur créances (recouvrement)	(4 995)	(3 779)
Gains nets réalisés sur titres disponibles à la vente	(1 322)	(7 253)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :		
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(1 957 419)	(1 582 610)
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	566 563	(467 824)
Prêts	(2 208 434)	(2 204 630)
Instruments financiers dérivés, montant net	1 236 912	(566 557)
Dépôts	3 167 476	4 450 856
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	(35 759)	205 835
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	197 936	449 133
Autres	(640 030)	269 613
Impôts recouvrés (versés) sur le résultat	1 766	(12 114)
	397 455	620 852
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(6 863 821)	(8 660 069)
Produits tirés de la vente de titres disponibles à la vente	632 566	3 023 469
Produits tirés de l'échéance de titres disponibles à la vente	5 940 392	4 759 250
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48)	(200)
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	81	1 384
	(290 830)	(876 166)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	106 625	(255 314)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	389 404	537 581
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	496 029 \$	282 267 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts versés	129 644 \$	101 180 \$
Intérêts reçus	162 386	175 805

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(non auditées)

NOTE 1 – INFORMATIONS RELATIVES À LA CAISSE CENTRALE DESJARDINS

NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse centrale Desjardins du Québec (Caisse centrale), créée le 22 juin 1979, est une institution coopérative qui offre un ensemble de services financiers au Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins), aux gouvernements, aux organismes des secteurs public et parapublic, aux particuliers, ainsi qu'aux moyennes et aux grandes entreprises. Elle répond aux besoins de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération), des caisses du Mouvement Desjardins (caisses membres) et des autres composantes de ce dernier. À cet égard, elle a le mandat de pourvoir aux besoins de fonds institutionnels du réseau Desjardins et de jouer le rôle d'agent financier, notamment en fournissant des services en matière d'échange interbancaire, dont le règlement financier de la compensation. Ses activités, qu'elle exerce sur les marchés canadiens et internationaux, sont complémentaires à celles des autres entités du Mouvement Desjardins. En ce qui a trait au réseau Desjardins, celui-ci est constitué des entités incluses dans le périmètre du Groupe du Mouvement Desjardins. Les divers secteurs d'activité dans lesquels évolue la Caisse centrale sont décrits à la note 13 « Information sectorielle ». Son siège social est situé au 1170, rue Peel, bureau 600, Montréal (Québec), Canada.

NOTE 2 – MODE DE PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Aux termes de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (états financiers consolidés intermédiaires) ont été préparés par la direction de la Caisse centrale conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), plus particulièrement selon l'International Accounting Standard (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS.

Ces états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités (états financiers consolidés annuels) de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 ainsi que les zones ombragées de la section 4.1 « Gestion des risques » du rapport de gestion afférent, qui font partie intégrante des états financiers consolidés annuels. L'ensemble des méthodes comptables a été appliqué de la manière décrite à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers consolidés annuels.

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration de la Caisse centrale le 12 mai 2016.

MONNAIE DE PRÉSENTATION ET MONNAIE FONCTIONNELLE

Ces états financiers consolidés intermédiaires sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de la Caisse centrale. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes complémentaires sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Les symboles M\$ et G\$ sont utilisés pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les normes comptables qui ont été publiées par l'IASB, mais qui n'étaient pas en vigueur le 31 décembre 2015, sont décrites à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers annuels. L'IASB a publié depuis la norme suivante :

IFRS 16, *Contrats de location*

L'IASB a publié en janvier 2016 l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplacera la norme actuelle IAS 17, *Contrats de location*. L'IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. IFRS 16 introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur qui exige de comptabiliser au bilan, des actifs et des passifs liés aux contrats de location pour la plupart de ces contrats éliminant ainsi la distinction actuelle entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Pour le bailleur, la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement demeure similaire. Le Mouvement Desjardins évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

NOTE 3 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable de tous les actifs et passifs financiers selon leur classement dans les catégories définies par les normes relatives aux instruments financiers ainsi que celle des instruments financiers désignés comme instruments de couverture :

	À la juste valeur par le biais du compte de résultat					
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés comme instruments de couverture ⁽²⁾	Total
Au 31 mars 2016						
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	- \$	- \$	- \$	496 029 \$	- \$	496 029 \$
Valeurs mobilières						
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	4 066 808	-	-	-	-	4 066 808
Titres disponibles à la vente	-	-	6 405 091	-	-	6 405 091
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	1 380 491	-	1 380 491
Prêts ⁽¹⁾	-	-	-	37 967 584	-	37 967 584
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	84 510	-	84 510
Instruments financiers dérivés	2 354 111	-	-	-	1 234 064	3 588 175
Autres	-	-	-	815 090	-	815 090
Total des actifs financiers	6 420 919 \$	- \$	6 405 091 \$	40 743 704 \$	1 234 064 \$	54 803 778 \$
Passifs financiers						
Dépôts	- \$	- \$	- \$	44 977 621 \$	- \$	44 977 621 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	84 510	-	84 510
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	948 281	-	-	-	-	948 281
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	415 273	-	415 273
Instruments financiers dérivés	2 554 011	-	-	-	209 117	2 763 128
Autres	-	-	-	2 454 570	-	2 454 570
Total des passifs financiers	3 502 292 \$	- \$	- \$	47 931 974 \$	209 117 \$	51 643 383 \$

⁽¹⁾ Pour plus de renseignements, se référer à la note 6 « Prêts et provision pour pertes sur prêts ».

⁽²⁾ Pour obtenir le détail des dérivés désignés comme instruments de couverture, se référer à la note 9 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

NOTE 3 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2015	À la juste valeur par le biais du compte de résultat		Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés comme instruments de couverture ⁽²⁾	Total
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	- \$	- \$	- \$	389 404 \$	- \$	389 404 \$
Valeurs mobilières						
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2 109 389	-	-	-	-	2 109 389
Titres disponibles à la vente	-	-	6 121 079	-	-	6 121 079
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	1 947 054	-	1 947 054
Prêts ⁽¹⁾	-	-	-	35 757 206	-	35 757 206
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	376 130	-	376 130
Instruments financiers dérivés	2 447 246	-	-	-	2 076 895	4 524 141
Autres	-	-	-	527 328	-	527 328
Total des actifs financiers	4 556 635 \$	- \$	6 121 079 \$	38 997 122 \$	2 076 895 \$	51 751 731 \$
Passifs financiers						
Dépôts	- \$	- \$	- \$	41 810 145 \$	- \$	41 810 145 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	376 130	-	376 130
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	984 040	-	-	-	-	984 040
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	217 337	-	217 337
Instruments financiers dérivés	2 336 302	-	-	-	125 880	2 462 182
Autres	-	-	-	2 741 083	-	2 741 083
Total des passifs financiers	3 320 342 \$	- \$	- \$	45 144 695 \$	125 880 \$	48 590 917 \$

⁽¹⁾ Pour plus de renseignements, se référer à la note 6 « Prêts et provision pour pertes sur prêts ».

⁽²⁾ Pour obtenir le détail des dérivés désignés comme instruments de couverture, se référer à la note 9 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers, particulièrement celle des valeurs mobilières et des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert, obtenue à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs, comprend peu de subjectivité quant à son établissement. Cette juste valeur est basée sur le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances.

S'il n'existe pas de prix cotés sur des marchés actifs, la juste valeur est déterminée à partir de modèles qui maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Les estimations de la juste valeur sont alors établies à l'aide de techniques d'évaluation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie, la comparaison avec des instruments financiers similaires, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques utilisées couramment par les intervenants du marché, s'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables. Les techniques d'évaluation se basent sur des hypothèses relatives au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation qui sont fondés principalement sur des données observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, les courbes de crédit et les facteurs de volatilité. Lorsqu'une ou plusieurs données significatives ne sont pas observables sur le marché, la juste valeur est principalement établie au moyen de données et d'estimations internes qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. En ce qui a trait aux instruments financiers complexes, un jugement important est exercé dans la détermination de la technique d'évaluation à utiliser ainsi que dans la sélection des intrants et des ajustements liés à cette technique. En raison de la nécessité de recourir à des estimations et du jugement qu'il convient d'exercer dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation, les estimations de la juste valeur des actifs identiques ou semblables peuvent différer d'une entité à une autre. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et peut donc ne pas être représentative des justes valeurs futures. Elle ne saurait non plus être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Pour plus de renseignements concernant la description des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur des principaux instruments financiers, se référer à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers consolidés annuels.

Instruments financiers dont la juste valeur est égale à la valeur comptable

La valeur comptable de certains instruments financiers venant à échéance au cours des 12 prochains mois constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur. Ces instruments financiers incluent les éléments suivants : « Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières »; « Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente »; « Engagements de clients en contrepartie d'acceptations »; certains « Autres actifs – Autres »; « Acceptations »; « Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat »; et certains « Autres passifs – Autres ».

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente les instruments financiers dont la valeur comptable n'est pas égale à la juste valeur :

	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Prêts	37 967 584 \$	37 880 615 \$	35 757 206 \$	35 714 397 \$
Passifs financiers				
Dépôts	44 977 621	44 905 034	41 810 145	41 732 275

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

L'évaluation de la juste valeur des instruments financiers est établie en fonction de la hiérarchie à trois niveaux suivante :

- le niveau 1 a trait à une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- le niveau 2 a trait à des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché;
- le niveau 3 a trait à des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Transfert entre niveaux

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur se font à la date de clôture.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**

Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan consolidé :

Au 31 mars 2016⁽¹⁾	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers			
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Créances émises ou garanties par des :			
Entités gouvernementales canadiennes	1 551 117 \$	516 767 \$	2 067 884 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	1 842 961	-	1 842 961
Administrations publiques à l'étranger	94 907	-	94 907
Autres titres			
Institutions financières	-	61 056	61 056
	3 488 985	577 823	4 066 808
Instruments financiers dérivés			
Contrats de taux d'intérêt	-	1 354 902	1 354 902
Contrats de change	-	1 242 736	1 242 736
Autres contrats	-	990 537	990 537
	-	3 588 175	3 588 175
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	3 488 985	4 165 998	7 654 983
Actifs financiers disponibles à la vente			
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente			
Créances émises ou garanties par des :			
Entités gouvernementales canadiennes	1 724 845	652 539	2 377 384
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	3 550 700	94 038	3 644 738
Administrations publiques à l'étranger	-	25 637	25 637
Autres titres			
Institutions financières	-	357 332	357 332
Total des actifs financiers disponibles à la vente	5 275 545	1 129 546	6 405 091
Total des actifs financiers	8 764 530 \$	5 295 544 \$	14 060 074 \$
Passifs financiers			
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Autres passifs			
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	948 281 \$	- \$	948 281 \$
	948 281	-	948 281
Instruments financiers dérivés			
Contrats de taux d'intérêt	-	1 231 898	1 231 898
Contrats de change	-	568 351	568 351
Autres contrats	-	962 879	962 879
	-	2 763 128	2 763 128
Total des passifs financiers	948 281 \$	2 763 128 \$	3 711 409 \$

⁽¹⁾ Au 31 mars 2016, aucun instrument financier n'était classé dans le niveau 3.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR (suite)

Au 31 décembre 2015 ⁽¹⁾	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers			
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Créances émises ou garanties par des :			
Entités gouvernementales canadiennes	680 540 \$	500 133 \$	1 180 673 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	810 927	-	810 927
Administrations publiques à l'étranger	56 701	-	56 701
Autres titres			
Institutions financières	-	61 088	61 088
	1 548 168	561 221	2 109 389
Instruments financiers dérivés			
Contrats de taux d'intérêt	-	1 304 459	1 304 459
Contrats de change	-	2 200 325	2 200 325
Autres contrats	-	1 019 357	1 019 357
	-	4 524 141	4 524 141
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 548 168	5 085 362	6 633 530
Actifs financiers disponibles à la vente			
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente			
Créances émises ou garanties par des :			
Entités gouvernementales canadiennes	1 758 168	682 856	2 441 024
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	3 577 663	22 390	3 600 053
Administrations publiques à l'étranger	-	28 599	28 599
Autres titres			
Institutions financières	-	51 403	51 403
Total des actifs financiers disponibles à la vente	5 335 831	785 248	6 121 079
Total des actifs financiers	6 883 999 \$	5 870 610 \$	12 754 609 \$
Passifs financiers			
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Autres passifs			
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	984 040 \$	- \$	984 040 \$
	984 040	-	984 040
Instruments financiers dérivés			
Contrats de taux d'intérêt	-	1 208 514	1 208 514
Contrats de change	-	262 511	262 511
Autres contrats	-	991 157	991 157
	-	2 462 182	2 462 182
Total des passifs financiers	984 040 \$	2 462 182 \$	3 446 222 \$

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2015, aucun instrument financier n'était classé dans le niveau 3.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2016 et de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, aucun transfert significatif imputable à des changements touchant le caractère observable ou non des données de marché n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur.

NOTE 5 – VALEURS MOBILIÈRES

GAINS ET PERTES NON RÉALISÉS SUR LES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les tableaux suivants présentent les gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente :

Au 31 mars 2016	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	2 345 508 \$	32 345 \$	469 \$	2 377 384 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	3 625 907	23 442	4 611	3 644 738
Administrations publiques à l'étranger	25 269	393	25	25 637
Autres titres				
Institutions financières	357 560	24	252	357 332
	6 354 244 \$	56 204 \$	5 357 \$	6 405 091 \$

Au 31 décembre 2015	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	2 409 296 \$	32 175 \$	447 \$	2 441 024 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	3 578 758	26 340	5 045	3 600 053
Administrations publiques à l'étranger	28 378	340	119	28 599
Autres titres				
Institutions financières	51 594	27	218	51 403
	6 068 026 \$	58 882 \$	5 829 \$	6 121 079 \$

Pertes de valeur comptabilisées

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2016 et 2015, la Caisse centrale a conclu qu'il n'existait pas d'indication objective de dépréciation. Ainsi, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au cours de ces exercices.

NOTE 6 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

Les tableaux suivants présentent la qualité du crédit des prêts :

Au 31 mars 2016	Prêts bruts ni en souffrance ni douteux	Prêts bruts en souffrance mais non douteux	Prêts douteux bruts	Provisions individuelles	Provision collective	Prêts nets
Membres et autres entités du réseau						
Desjardins	28 452 177 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	28 452 177 \$
Particuliers	1 403 256	2 316	2 040	55	1 905	1 405 652
Entreprises et gouvernements	8 166 683	260	7 860	1 589	63 459	8 109 755
	38 022 116 \$	2 576 \$	9 900 \$	1 644 \$	65 364 \$	37 967 584 \$

Au 31 décembre 2015	Prêts bruts ni en souffrance ni douteux	Prêts bruts en souffrance mais non douteux	Prêts douteux bruts	Provisions individuelles	Provision collective	Prêts nets
Membres et autres entités du réseau						
Desjardins	25 995 474 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	25 995 474 \$
Particuliers	1 482 265	2 367	2 562	51	1 936	1 485 207
Entreprises et gouvernements	8 335 810	233	7 719	1 463	65 774	8 276 525
	35 813 549 \$	2 600 \$	10 281 \$	1 514 \$	67 710 \$	35 757 206 \$

PRÊTS BRUTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Le tableau suivant présente la classification chronologique des prêts bruts en souffrance mais non douteux :

	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Au 31 mars 2016	165 \$	1 547 \$	604 \$	260 \$	2 576 \$
Au 31 décembre 2015	109 \$	1 745 \$	513 \$	233 \$	2 600 \$

PROVISIONS POUR PERTES SUR CRÉANCES

Le tableau suivant présente les variations des provisions pour pertes sur créances :

Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	2016	2015
Solde au début de la période	125 678 \$	111 578 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (recouvrement)	(4 995)	(3 779)
Radiations et recouvrements	-	1
Variations de taux de change	(463)	493
Solde à la fin de la période	120 220 \$	108 293 \$
Composition du solde		
Provision pour pertes sur prêts	67 008 \$	64 797 \$
Provision pour les éléments hors bilan ⁽¹⁾	53 212	43 496
Total	120 220 \$	108 293 \$

⁽¹⁾ La provision relative aux éléments hors bilan est comptabilisée au poste « Autres passifs – Autres ».

NOTE 7 – OBLIGATIONS SÉCURISÉES

Des entités structurées sont en place afin de garantir les paiements de capital et d'intérêts dus aux détenteurs des obligations sécurisées émises par la Caisse centrale. Les opérations de chacune de ces entités sont incluses dans les états financiers consolidés de cette dernière, puisqu'elle en détient le contrôle. La Caisse centrale a accordé du financement à l'une ou l'autre de ces entités afin de faciliter l'acquisition des actifs aux fins de la garantie des émissions d'obligations sécurisées. Le financement accordé par la Caisse centrale peut atteindre un montant maximal équivalant à l'encours des prêts détenus par ces entités aux fins de la garantie des émissions d'obligations sécurisées. Elle dispose d'un accès restreint aux actifs appartenant légalement à l'une ou l'autre de ces entités structurées selon les termes des conventions applicables à chacune des émissions. Ces actifs ne répondent pas aux critères de constatation autant pour les entités structurées que pour la Caisse centrale et ne sont donc pas comptabilisés dans leur bilan respectif. Les obligations sécurisées, d'un montant de 6 368,2 M\$ au 31 mars 2016 (7 954,4 M\$ au 31 décembre 2015), sont présentées au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements » du bilan consolidé.

NOTE 8 – DÉPÔTS

Les dépôts se composent de dépôts à vue et de dépôts à terme. Les dépôts à vue sont des dépôts portant intérêt ou non, constitués principalement des comptes dotés du privilège de chèques, et pour lesquels la Caisse centrale n'a pas le droit d'exiger un préavis de retrait. Les dépôts à terme sont des dépôts portant intérêt, constitués principalement des comptes de dépôt à terme fixe, des certificats de placement garanti ou d'autres instruments du même type dont les termes varient généralement d'un jour à 10 ans, et venant à échéance à une date prédéterminée.

Le tableau ci-dessous présente la composition des dépôts :

	Au 31 mars 2016			Au 31 décembre 2015		
	Payables à vue	Payables à terme	Total	Payables à vue	Payables à terme	Total
Particuliers	134 079 \$	7 357 \$	141 436 \$	164 838 \$	8 476 \$	173 314 \$
Entreprises et gouvernements	2 368 693	37 237 718	39 606 411	2 519 004	36 542 770	39 061 774
Institutions de dépôts	4 515 348	714 426	5 229 774	1 524 704	1 050 353	2 575 057
	7 018 120 \$	37 959 501 \$	44 977 621 \$	4 208 546 \$	37 601 599 \$	41 810 145 \$

NOTE 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers dérivés inscrits au bilan consolidé :

	Au 31 mars 2016			Au 31 décembre 2015		
	Montants nominaux de référence	Actifs	Passifs	Montants nominaux de référence	Actifs	Passifs
Désignés comme instruments de couverture						
Couverture de juste valeur	34 029 554 \$	1 233 827 \$	208 007 \$	34 205 358 \$	2 076 542 \$	125 559 \$
Couverture de flux de trésorerie	650 500	237	1 110	274 500	353	321
Total - Désignés comme instruments de couverture	34 680 054	1 234 064	209 117	34 479 858	2 076 895	125 880
À des fins de transaction	198 099 243	2 354 111	2 554 011	207 627 497	2 447 246	2 336 302
Total des instruments financiers dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation	232 779 297	3 588 175	2 763 128	242 107 355	4 524 141	2 462 182
Moins:						
Incidence des accords généraux de compensation ⁽¹⁾	-	785 491	785 491	-	557 952	557 952
Total des instruments financiers dérivés après l'incidence des accords généraux de compensation	232 779 297 \$	2 802 684 \$	1 977 637 \$	242 107 355 \$	3 966 189 \$	1 904 230 \$

⁽¹⁾ Incidence de la compensation des risques de crédit lorsque la Caisse centrale détient des accords généraux de compensation sans avoir l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément.

ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Le tableau suivant présente les montants nets liés à l'inefficacité des couvertures de juste valeur et à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie, qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat, au poste « Revenus nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » :

	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2016	2015
Inefficacité des couvertures de juste valeur	11 062 \$	20 922 \$
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	10	16

La Caisse centrale utilise des dépôts en devises étrangères, qui viendront à échéance au cours des 12 mois suivant la clôture de la période, à titre d'instruments de couverture d'investissement net dans un établissement à l'étranger. La juste valeur de ces dépôts est de 24,8 M\$ au 31 mars 2016 (24,2 M\$ au 31 mars 2015). Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2016 et 2015, aucune inefficacité découlant des couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger n'a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat.

NOTE 10 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le tableau suivant présente les principaux éléments du poste « Cumul des autres éléments du résultat global » (nets d'impôts) :

	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état consolidé du résultat		
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	23 541 \$	24 960 \$
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2 352)	(2 496)
Gains nets de change non réalisés sur conversion d'un investissement dans un établissement à l'étranger, déduction faite d'une perte de 4,7 M\$ (perte de 6,3 M\$ en 2015) sur les opérations de couverture	492	890
Cumul des autres éléments du résultat global	21 681 \$	23 354 \$

NOTE 11 – GESTION DU CAPITAL

La fonction de gestion du capital couvre l'ensemble des activités du Mouvement Desjardins, y compris celles de la Caisse centrale. En conséquence, la description de la gestion du capital de la Caisse centrale et la manière dont cette dernière atteint ses objectifs relatifs à la gestion des fonds propres proviennent de l'orientation suivie pour l'ensemble des activités du Mouvement Desjardins. L'objectif de celui-ci en matière de gestion du capital est d'assurer le maintien de fonds propres suffisants et de qualité afin de se donner une marge de manœuvre pour son développement, de maintenir des cotes de crédit avantageuses et de garder la confiance de ses déposants et des marchés financiers.

De plus, l'article 46 de la *Loi sur le Mouvement Desjardins* stipule que la Caisse centrale doit maintenir des fonds propres de base suffisants pour assurer une gestion saine et prudente conformément aux normes de la Fédération des caisses Desjardins du Québec approuvées par l'AMF. Par ailleurs, les fédérations membres se sont engagées formellement à maintenir le total des fonds propres de la Caisse centrale à un montant permettant le maintien du ratio de levier et du ratio du total des fonds propres à des niveaux minimaux correspondant aux normes établies.

Les ratios de fonds propres ainsi que le ratio de levier de la Caisse centrale sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base à l'intention des coopératives de services financiers (la ligne directrice) émise par l'AMF. Les ratios de fonds propres s'expriment en pourcentage des fonds propres réglementaires par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques, alors que le ratio de levier se définit comme étant une mesure indépendante du risque en considérant la mesure des fonds propres (soit les fonds propres de la catégorie 1) divisée par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition comprend : 1) les expositions au bilan; 2) les expositions sur opérations de financement par titres; 3) les expositions sur dérivés; et 4) les autres expositions hors bilan.

La Caisse centrale maintient une réserve générale qui ne peut servir qu'à combler des résultats non distribués déficitaires. Au cours des périodes de trois mois terminées le 31 mars 2016 et 2015, aucun transfert aux résultats non distribués n'a eu lieu.

La Caisse centrale respecte les exigences minimales en matière de capitalisation au 31 mars 2016.

NOTE 12 – REVENUS NETS SUR LES TITRES À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTAT

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Le tableau suivant présente les incidences des revenus provenant d'instruments financiers détenus à des fins de transaction sur l'état consolidé du résultat :

	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2016	2015
Revenus		
Revenu net d'intérêts	10 327 \$	4 741 \$
Autres revenus	9 039	23 814
	19 366 \$	28 555 \$

NOTE 13 – INFORMATION SECTORIELLE

RÉSULTATS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire des résultats financiers de la Caisse centrale par secteurs d'activité :

	Entreprises ⁽¹⁾		Trésorerie Mouvement		Autres		Total	
Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Revenu net d'intérêts	39 810 \$	35 682 \$	47 532 \$	41 022 \$	2 584 \$	2 185 \$	89 926 \$	78 889 \$
Autres revenus	16 616	17 309	13 099	36 350	744	727	30 459	54 386
Revenu total	56 426 \$	52 991 \$	60 631 \$	77 372 \$	3 328 \$	2 912 \$	120 385 \$	133 275 \$

⁽¹⁾ Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2016, le revenu total de la succursale américaine s'élevait à 0,8 M\$ (0,8 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015).

ACTIFS SECTORIELS

	Entreprises ⁽¹⁾	Trésorerie Mouvement	Autres	Total
Au 31 mars 2016	9 327 514 \$	45 204 279 \$	360 100 \$	54 891 893 \$
Au 31 décembre 2015	9 962 344 \$	41 622 838 \$	256 573 \$	51 841 755 \$

⁽¹⁾ L'actif de la succursale américaine s'élevait à 104,3 M\$ au 31 mars 2016, comparativement à 97,3 M\$ au 31 décembre 2015.

SIÈGE SOCIAL

1170, rue Peel, bureau 600
Montréal (Québec) H3B 0B1
Canada
Téléphone : 514 281-7000

Bureau d'affaires de Toronto

25, rue York, bureau 1000
C. P. 404
Toronto (Ontario) M5J 2V5
Canada
Téléphone : 416 599-0381
Télécopieur : 416 599-5172

Bureau d'affaires de Calgary

110 – 9e Avenue Sud-Ouest, bureau 410
Calgary (Alberta) T2P 0T1
Canada
Sans frais : 1 877 532-6601
Télécopieur : 403 532-6641

EXTÉRIEUR DU CANADA**ÉTATS-UNIS**

Caisse centrale Desjardins U.S. Branch
1001, East Hallandale Beach Blvd., bureau 200
Hallandale Beach
Floride
ÉTATS-UNIS 33009-4429
Téléphone : 954 456-4520
Télécopieur : 954 458-9529

Desjardins Bank N.A.

Siège social
1001, East Hallandale Beach Blvd.
Hallandale Beach
Floride
ÉTATS-UNIS 33009-4429
Téléphone : 954 454-1001
Télécopieur : 954 457-7927

EUROPE

Bureau de représentation de Desjardins
6, avenue de Provence
75009 Paris
FRANCE
Téléphone : +33(0)1 53 48 79 63
Télécopieur : +33(0)1 53 48 79 66
Courriel : paris@ccd.desjardins.com